

# Pas de grands discours mais des discours vrais

Entretiens (1973 - 1996)

*Entre le libéralisme et la pseudo-démocratie*

1996, Daniel Mermet

•

*L'ère de l'imitation, du rafistolage, du syncrétisme, du contre-plaqué*

1997

•

*Il ne peut y avoir de solution sans changements radicaux dans la société*

Décembre 1995

•

*Dire à voix haute à la société ce qu'ils pensent,  
même s'ils sont peu entendus*

1987

•

*L'auto-institution explicite et permanente de la société  
par la société entière*

1973

•

*Le problème de la dégénérescence sera toujours là*

1974

*Cornelius Castoriadis est mort le 25 décembre 1997. Né en Grèce, il s'installe en 1945 à Paris où il crée la revue, aujourd'hui mythique, « Socialisme ou barbarie ». En 1968, avec Edgar Morin et Claude Lefort, il publie Mai 68, la Brèche.. En 1975, il publie L'institution imaginaire de la société, sans doute son ouvrage le plus important. En 1978, il entreprend la série Les carrefours du labyrinthe. C'est à la suite de cette publication sur La montée de l'insignifiance, qu'il nous a reçus en novembre 1996.*

### **Corneille dissident essentiel** par Daniel Mermet (7 février 1998)

*Il manque la voix de Cornelius Castoriadis, il manque cette jubilation dans sa voix en répétant Nous qui désirons ou nous qui délirons ?, il manque par la fenêtre le pont Bir Hakeim et le métro aérien, il manque la lumière sur la Seine ce matin de novembre 1996.*

*Ce qu'il disait tombe à pic en ces temps « trotsko-balladuriens », lui qui renvoyait dos-à-dos le « communisme anti-révolutionnaire », et le néolibéralisme avec sa pensée unique, sa « non-pensée ». Pas question d'abdiquer pour autant. Il n'a pas sombré dans le renoncement esthète, ni dans le cynisme mitterrandien, ni dans cette apathie repue qui dit : tout se vaut, tout est vu, tout est vain.*

*Cette montée de l'insignifiance, il la voit dans une élite politique réduite à appliquer l'intégrisme néolibéral, mais aussi - voie de conséquence - du côté du « citoyen » que le chômage et la précarité généralisée désengagent de la vie de la Cité. Le chômage qui entraîne la désinsertion, la précarité qui entraîne la soumission. D'où la dislocation de la communauté de destin. Silencieusement, nous avons consenti, nous avons « collaboré » à cette formidable régression, une non-pensée produisant cette non-société, cette montée de l'insignifiance, ce racisme social. Le problème majeur n'est pas le chômage, c'est d'abord et toujours le profit, répétait Corneille. Face aux brouilleurs de piste et à la fausse complexité, espérant tout de l'imaginaire social, jusqu'au bout il recherche une radicalité. Je suis un révolutionnaire favorable à des changements radicaux disait-il quelques semaines avant sa mort. Je ne pense pas que l'on puisse faire marcher d'une manière libre, égalitaire et juste le système français capitaliste tel qu'il est. Révolutionnaire qui sa vie durant allait répétant : nous ne philosophons pas pour sauver la Révolution mais pour sauver notre pensée et notre cohérence.*

*Mais on ne peut réduire Cornelius Castoriadis à un seul registre. Philosophe, sociologue, historien, il fut aussi économiste et psychanalyste. Un titan de la pensée, énorme, hors-norme, dit Edgar Morin. Une pensée encyclopédique, une jubilation de vivre et de lutter, lutte charnelle, spirituelle, infinie, mais en mouvement et qui nous laisse du grain à moudre et du pain sur la planche...*

## « ENTRE LE LIBERALISME ET LA PSEUDO-DEMOCRATIE »

*Entretien accordé par C.Castoriadis à l'émission « Là-bas si j'y suis »  
de Daniel Mermet en novembre 1996*

### **Daniel MERMET - Pourquoi la Montée de l'insignifiance ?**

**Cornélius CASTORIADIS** - Ce qui caractérise le monde contemporain, c'est bien sûr les crises, les contradictions, les oppositions, les fractures, etc... mais ce qui me frappe surtout, c'est l'insignifiance. Prenons la querelle entre la droite et la gauche. Actuellement elle a perdu son sens. Non pas parce qu'il n'y a pas de quoi nourrir une querelle politique et même une très grande querelle politique, mais parce que les uns et les autres disent la même chose. Depuis 1983, les socialistes ont fait une politique, puis Balladur est venu, il a fait la même politique, puis les socialistes sont revenus, ils ont fait avec Bérégovoy la même politique, Balladur est revenu, il a fait la même politique, Chirac a gagné les élections en disant : « Je vais faire autre chose » et il fait la même politique.

**D. M. - Par quels mécanismes cette classe politique est-elle réduite à cette impuissance ? C'est le grand mot aujourd'hui, impuissance.**

**C. C. -** Ils sont impuissants, ça c'est certain. La seule chose qu'ils peuvent faire c'est suivre le courant, c'est-à-dire appliquer la politique ultra libérale qui est à la mode. Les socialistes n'ont pas fait autre chose et je ne crois pas qu'ils feraient autre chose s'ils étaient au pouvoir. Ce ne sont pas des politiques à mon avis, mais des politiciens au sens de micropoliticiens. Des gens qui chassent les suffrages par n'importe quel moyen.

### **D. M. - Le marketing politique ?**

**C. C. -** Le marketing, oui. Ils n'ont aucun programme. Leur but est de rester au pouvoir ou de revenir au pouvoir et pour ça ils sont capables de tout. Clinton a fait sa campagne électorale en suivant uniquement les sondages : « Si je dis ceci, est-ce que ça va passer ? ». En prenant à chaque fois l'option gagnante pour l'opinion publique. Comme disait l'autre : « Je suis leur chef, DONC je les suis ». Il y a un lien intrinsèque entre cette espèce de nullité de la politique, ce devenir nul de la politique et cette insignifiance dans les autres domaines, dans les arts, dans la philosophie ou dans la littérature. C'est ça l'esprit du temps. Tout conspire dans le même sens, pour les mêmes résultats, c'est-à-dire l'insignifiance.

### **D. M. - Comment faire de la politique ?**

**C. C. -** La politique est un métier bizarre. Même cette politique-là. Pourquoi ? Parce qu'elle présuppose deux capacités qui n'ont aucun rapport intrinsèque. La première, c'est d'accéder au pouvoir. Si on n'accède pas au pouvoir, on peut avoir les meilleures idées du monde ça ne sert à rien, ce qui implique donc un art de l'accession au pouvoir. La deuxième capacité, c'est une fois qu'on est au pouvoir, d'en faire quelque chose, c'est-à-dire de gouverner. Napoléon savait gouverner, Clemenceau savait gouverner, Churchill savait gouverner, des personnes qui ne sont pas dans mes cordes politiques, mais je décris là un type historique. Rien ne garantit que quelqu'un qui sache gouverner, sache pour autant accéder au pouvoir. Dans la monarchie absolue, accéder au pouvoir c'était quoi ?

C'était flatter le roi, c'était être dans les bonnes grâces de Madame Pompadour. Aujourd'hui dans notre pseudo-démocratie, accéder au pouvoir signifie être télégénique, flairer l'opinion publique...

### **D. M. - Vous dites pseudo-démocratie ?**

**C. C. -** J'ai toujours pensé que la démocratie dite représentative n'est pas une vraie démocratie. Ses représentants ne représentent que très peu les gens qui les élisent. D'abord, ils se représentent eux-mêmes ou représentent des intérêts particuliers, les lobbies, etc... Et, même si cela n'était pas le cas, dire : quelqu'un va me représenter pendant cinq ans de façon irrévocable, ça revient à dire que je me dévêts de ma souveraineté en tant que peuple. Rousseau le disait déjà : les Anglais croient qu'ils sont libres parce qu'ils élisent des représentants tous les cinq ans mais, disait-il, ils sont libres un jour pendant cinq ans, le jour de l'élection, c'est tout. Non pas que l'élection soit pipée, non pas qu'on triche dans les urnes. Elle est pipée parce que les options sont définies d'avance. Personne n'a demandé au peuple sur quoi il veut voter. On lui dit « Votez pour ou contre Maastricht » par exemple. Mais qui a fait Maastricht ? C'est pas nous qui avons fait Maastricht. Il y a la merveilleuse phrase d'Aristote : « Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné ». Il y a 60

millions de citoyens en France en ce moment. Pourquoi ne seraient ils pas capables de gouverner ? Parce que toute la vie politique vise précisément à leur désapprendre à gouverner. Elle vise à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éducation politique. Alors que les gens devraient s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives ils s'habituent à suivre ou à voter pour des options que d'autres leur présentent. Et comme les gens sont loin d'être idiots, le résultat, c'est qu'ils y croient de moins en moins et qu'ils deviennent cyniques.

**D. M. - Responsabilité citoyenne, exercice démocratique, est-ce que vous pensez qu'autrefois c'était mieux ? Qu'ailleurs, aujourd'hui, c'est mieux par rapport à la France ?**

C. C. - Non, ailleurs, aujourd'hui, ce n'est certainement pas mieux, ça peut même être pire. Encore une fois les élections américaines le montrent. Mais autrefois c'était mieux de deux points de vue. Dans les sociétés modernes, disons à partir des révolutions américaine et française jusqu'à la deuxième guerre mondiale environ, il y avait un conflit social et politique vivant. Les gens s'opposaient. Les gens manifestaient. Ils ne manifestaient pas pour telle ligne de la SNCF. Je ne dis pas que c'est méprisable, c'est quand même un objectif, mais ils manifestaient pour des causes politiques où les ouvriers faisaient grève. Ils ne faisaient pas toujours grève pour des petits intérêts corporatistes. Il y avait des grandes questions qui concernaient tous les salariés. Ces luttes ont marqué ces deux derniers siècles. Or ce qu'on observe maintenant, c'est un recul de l'activité des gens. Et, voilà un cercle vicieux. Plus les gens se retirent de l'activité, plus quelques bureaucrates, politiciens, soi-disant responsables, prennent le pas. Ils ont une bonne justification : « Je prends l'initiative parce que les gens ne font rien ». Et plus ces gens-là dominent, plus les autres se disent : « C'est pas la peine de se mêler, il y en a assez qui s'en occupent et puis, de toute façon, on n'y peut rien ». Ca, c'est la première raison.

La deuxième raison, qui est liée à la première, c'est la dissolution des grandes idéologies politiques. Idéologies soit révolutionnaires, soit réformistes, qui voulaient vraiment changer des choses dans la société. Pour mille et une raisons, ces idéologies ont été déconsidérées, elles ont cessé de correspondre au temps, de correspondre aux aspirations des gens, à la situation de la société, à l'expérience historique. Il y a eu cet énorme événement qui est l'effondrement de l'URSS et du communisme. Est-ce que vous pouvez me donner une seule personne parmi les politiciens - pour ne pas dire les politicards - de gauche, qui a vraiment réfléchi sur ce qui s'est passé, pourquoi ça s'est passé et qui a, comme on dit bêtement, tiré des leçons ? Alors qu'une évolution de ce type, d'abord dans sa première phase - l'accession à la monstruosité, le totalitarisme, le goulag, etc... - et

ensuite dans l'effondrement, méritait une réflexion très approfondie et une conclusion sur ce qu'un mouvement qui veut changer la société peut faire, doit faire, ne doit pas faire, ne peut pas faire. Or, zéro ! Bien sûr, ce qu'on appelle le peuple, les masses, tire les conclusions qu'il peut tirer mais il n'est pas vraiment éclairé.

Vous me parliez du rôle des intellectuels : que font ces intellectuels ? Qu'est-ce qu'ils ont fait avec Reagan, Thatcher et avec le socialisme français ? Ils ont ressorti le libéralisme pur et dur du début du XIXème siècle qu'on avait combattu pendant cent cinquante ans et qui aurait conduit la société à la catastrophe parce que, finalement, le vieux Marx n'avait pas entièrement tort. Si le capitalisme avait été laissé à lui-même, il se serait effondré cent fois. Il y aurait eu une crise de surproduction tous les ans. Pourquoi il ne s'est pas effondré ? Parce que les travailleurs ont lutté. Ils ont imposé des augmentations de salaire, donc ils ont créé d'énormes marchés de consommation interne. Ils ont imposé des réductions du temps de travail, ce qui a absorbé tout le chômage technologique. On s'étonne maintenant qu'il y ait du chômage. Mais depuis 1940 le temps de travail n'a pas diminué. On dit « trente neuf heures », « trente huit et demie », « trente sept trois quarts », c'est grotesque ! ... Donc il y a eu ce retour du libéralisme, je ne vois pas comment l'Europe pourra sortir de cette crise. Les libéraux nous disent : « Il faut faire confiance aux marchés ». Mais ce que disent aujourd'hui ces néo-libéraux, les économistes académiques eux-mêmes l'ont réfuté dans les années trente. Ils ont montré qu'il ne peut pas y avoir d'équilibre dans les sociétés capitalistes. Ces économistes n'étaient pas des révolutionnaires, ni des marxistes ! Ils ont montré que tout ce que racontent les libéraux sur les vertus du marché qui garantirait une allocation, la meilleure allocation possible, qui garantirait des ressources, la distribution des revenus la plus équitable possible, c'est des foutaises ! Tout ça, ça a été démontré, ça n'a jamais été réfuté. Mais il y a cette grande offensive économique-politique des couches gouvernantes et dominantes qu'on peut symboliser par les noms de Reagan, et de Thatcher, et même de Mitterrand, d'ailleurs ! Il a dit : « Bon, vous avez assez rigolé. Maintenant, on va vous licencier, on va dégraisser l'industrie - on va éliminer la « mauvaise graisse », comme dit monsieur Juppé !- et puis vous verrez que le marché à la longue vous garantit le bien-être ». A la longue. En attendant il y a 12,5% de chômage officiel en France !

#### **D. M. - Pourquoi n'y a-t-il pas d'opposition à ce libéralisme-là ?**

**C. C. -** Je ne sais pas, c'est extraordinaire. On a parlé d'une sorte de terrorisme de la pensée unique, c'est-à-dire une non-pensée. Elle est unique en ce sens que c'est la première pensée qui est une non-pensée intégrale. Pensée unique libérale à laquelle personne n'ose s'opposer. Qu'était l'idéologie libérale à sa grande époque ? Vers 1850, c'était une grande idéologie parce qu'on croyait au

progrès. Ces libéraux-là pensaient qu'avec le progrès il y aurait l'élévation du bien-être économique. Mais, même quand on ne s'enrichissait pas, dans les classes exploitées, on allait vers moins de travail, vers des travaux moins pénibles, on serait moins abruti par l'industrie : c'était le grand thème de l'époque. Benjamin Constant le dit : Les ouvriers ne peuvent pas voter parce qu'ils sont abrutis par l'industrie (il le dit carrément, les gens étaient honnêtes à l'époque !), donc il faut un suffrage censitaire. Mais par la suite, le temps de travail a diminué, il y a eu l'alphabétisation, il y a eu l'éducation, il y a eu des espèces de lumières qui ne sont plus les lumières subversives du XVIIIème siècle mais des lumières qui se diffusent tout de même dans la société. La science se développe, l'humanité s'humanise, les sociétés se civilisent et petit à petit, asymptotiquement, on arrivera à une société où il n'y aura pratiquement plus d'exploitation, où cette démocratie représentative tendra à devenir une vraie démocratie.

#### **D. M. - Pas mal ?**

**C. C. - Pas mal.** Sauf que ça n'a pas marché ! Le reste s'est réalisé mais les hommes ne se sont pas humanisés, la société ne s'est pas civilisée pour autant, les capitalistes ne se sont pas adoucis, on le voit maintenant. Ça fait que de l'intérieur, les gens ne croient plus à cette idée. Aujourd'hui ce qui domine c'est la résignation même chez les représentants du libéralisme. Quel est le grand argument, en ce moment ? C'est peut-être mauvais mais l'autre terme de l'alternative était pire . Ça se résume à ça. Et c'est vrai que ça a glacé pas mal les gens. Ils se disent : si on bouge trop, on va vers un nouveau goulag. Voilà ce qu'il y a derrière cet épuisement idéologique de notre époque et je crois qu'on n'en sortira que si vraiment, il y a... il faut attendre. il faut espérer il faut travailler pour une résurgence d'une critique puissante du système et aussi d'une renaissance de l'activité des gens, d'une participation des gens.

**D. M. - Elite politique réduite à servir de larbin à la World Company, intellos chiens de garde, médias qui ont trahi leur rôle de contre pouvoir, voilà quelques causes et quelques symptômes de cette « montée de l'insignifiance ».**

**C. C. -** Mais en ce moment, on sent frémir un regain d'activité civique. ca et là, on commence quand même à comprendre que la « crise » n'est pas une fatalité de la modernité à laquelle il faudrait se soumettre, « s'adapter » sous peine d'archaïsme. Alors se pose le problème du rôle des citoyens et de la compétence de chacun pour exercer les droits et les devoirs démocratiques dans le but - douce et belle utopie - de sortir du conformisme généralisé.

**D. M. - Votre confrère et compère Edgar Morin parle du généraliste et du spécialiste. La politique exige les deux. Le généraliste qui sait à peu près rien sur un peu tout et le spécialiste qui sait tout sur une seule chose mais pas le reste. Comment faire un bon citoyen ?**

C. C.- Ce dilemme est posé depuis Platon. Platon disait que les philosophes doivent régner, eux qui sont au-dessus des spécialistes. Dans la théorie de Platon, ils ont une vue du tout. L'autre terme de l'alternative c'était la démocratie athénienne. Qu'est-ce qu'ils faisaient, les Athéniens ? Voilà quelque chose de très intéressant. Ce sont les Grecs qui ont inventé les élections. Ça c'est un fait historiquement attesté. Ils ont peut-être eu tort, mais ils ont inventé les élections ! Qui est-ce qu'on élisait à Athènes ? On n'élisait pas les magistrats. Les magistrats étaient désignés par tirage au sort ou par rotation. Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen c'est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner donc on tire au sort. Pourquoi ? Parce que la politique n'est pas une affaire de spécialiste. Il n'y a pas de science de la politique. Il y a une opinion, la doxa<sup>1</sup> des Grecs, il n'y a pas d'épistémè<sup>2</sup>.

Je vous fais remarquer d'ailleurs que l'idée qu'il n'y a pas de spécialiste de la politique et que les opinions se valent c'est la seule justification raisonnable du principe majoritaire. Donc chez les Grecs le peuple décide et les magistrats sont tirés au sort ou désignés par rotation. Il y a des activités spécialisées parce que les athéniens n'étaient pas fous, ils ont quand même fait des choses assez considérables, ils ont fait le Parthénon, etc... Pour ces activités spécialisées, la construction des chantiers navals, la construction des temples, la conduite de la guerre, il faut des spécialistes. Donc, ceux-là, on les élit. C'est ça, l'élection. Parce que l'élection, ça veut dire l'élection des meilleurs. Et sur quoi on se base pour élire les meilleurs ? Eh bien là, intervient l'éducation du peuple car il est amené à choisir. On fait une première élection, on se trompe, on constate que par exemple Périclès est un déplorable stratège, eh bien on ne le réélit pas, ou même on le révoque. Mais cette doxa, cette opinion dont on peut postuler qu'elle est également partagée, c'est bien sûr un postulat tout à fait théorique. Pour qu'il ait un peu de chair il faut que cette doxa soit cultivée. Et comment peut être cultivée une doxa concernant le gouvernement ? Eh bien en gouvernant. Donc la démocratie - c'est ça l'important - est une affaire éducationnelle des citoyens, ce qui n'existe pas du tout aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> Ensemble des opinions reçues sans discussion comme une évidence naturelle dans une civilisation donnée.

<sup>2</sup> Ensemble des connaissances réglées (conception du monde, sciences et philosophie) propres à un groupe social et à une époque.

Récemment, un magazine a publié une statistique indiquant que 60% des députés avouent qu'ils ne comprennent rien à l'économie. Des députés en France qui vont décider, qui décident tout le temps ! Ils votent, ils augmentent les impôts, ils les diminuent, etc.. En vérité, ces députés, tout comme les ministres, sont asservis à leurs techniciens. Ils ont leurs experts mais ils ont aussi des préjugés ou des préférences. Et si vous suivez de près le fonctionnement d'un gouvernement, d'une grande bureaucratie - moi je l'ai suivi dans d'autres circonstances - vous voyez que ceux qui dirigent se fient aux experts, mais ils choisissent les experts qui partagent leurs opinions. Vous trouverez toujours un économiste pour vous dire : « Oui, oui, il faut faire ça ». Ou un expert militaire qui vous dira : « Oui, il faut l'armement nucléaire » ou « il ne faut pas d'armement nucléaire ». N'importe quoi. C'est un jeu complètement stupide et c'est ainsi que nous sommes gouvernés actuellement. Donc dilemme de Morin et de Platon, spécialiste ou généraliste. Les spécialistes au service des gens, c'est ça la question. Pas au service de quelques politiciens. Et les gens apprenant à gouverner en gouvernant.

**D.M. - Educationnel , vous avez dit et vous dites : Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Plus généralement, quel mode d'éducation vous voyez ? Quel mode de partage de la connaissance ?**

C. C. - Il y a beaucoup de choses qu'il faudrait changer avant qu'on puisse parler de véritable activité éducatrice sur le plan politique. La principale éducation dans la politique c'est la participation active aux affaires ce qui implique une transformation des institutions qui permette et qui incite à cette participation alors que les institutions actuelles repoussent, éloignent, dissuadent les gens de participer aux affaires. Mais cela ne suffit pas. Il faut que les gens soient éduqués et soient éduqués pour le gouvernement de la société. Il faut qu'ils soient éduqués dans la chose publique. Or si vous prenez l'éducation actuelle, ça n'a strictement rien à voir avec ça. On apprend des choses spécialisées. Certes on apprend à lire et à écrire. C'est très bien, il faut que tout le monde sache lire et écrire, d'ailleurs chez les Athéniens, il n'y avait pas d'analphabètes. A peu près tous savaient lire et c'est pour ça qu'on inscrivait les lois sur le marbre. Tout le monde pouvait les lire et donc le fameux adage, « personne n'est censé ignorer la loi », avait un sens. Aujourd'hui on peut vous condamner parce que vous avez commis une infraction alors que vous ne connaissez pas la loi alors qu'on vous dit : vous êtes censé ne pas l'ignorer ». Donc l'éducation devrait être beaucoup plus axée vers la chose commune. Il faudrait comprendre les mécanismes de l'économie, les mécanismes de la société, de la politique, etc... On n'est pas capable d'enseigner l'histoire. Les enfants s'emmerdent en apprenant l'histoire alors que c'est passionnant. Il faudrait enseigner une véritable anatomie de la société contemporaine, comment elle est, comment elle fonctionne.

**D.M. - Vous avez beaucoup parlé et écrit autour du mouvement de mai 68, qu'avec Edgar Morin et Claude Lefort vous avez appelé « la Brèche ». Aujourd'hui, cette période est un âge d'or pour les jeunes qui regrettent de ne l'avoir pas vécue. Si on repense à cette époque, on est frappé par l'aveuglement. Ces comportements révolutionnaires, romantiques, absolus, doctrinaires, sans aucune base, dans une ignorance totale par exemple de ce qui se passait réellement dans la Chine de Mao, choses qu'on pouvait savoir. Mais on préfère croire que savoir...**

**C. C. -** Oui, vous avez raison d'un certain point de vue qui est très important. Mais ce n'est pas tellement une question de niveau de connaissance, je crois. C'est l'énorme domination de l'idéologie au sens strict et, j'allais dire, au sens mauvais du terme. Les maoïstes, ce n'est pas qu'ils ne savaient pas, on les avait endoctrinés ou ils s'endoctrinaient eux-mêmes. Pourquoi acceptaient-ils l'endoctrinement ? Pourquoi s'endoctrinaient-ils eux-mêmes ? Parce qu'ils avaient besoin d'être endoctrinés. Ils avaient besoin de croire. Et ça, ça a été la grande plaie du mouvement révolutionnaire depuis toujours.

**D. M. - Mais l'homme est un animal religieux. C'est pas un compliment mais...**

**C. C. -** Pas du tout un compliment. Aristote que je n'arrête pas de citer et que je vénère énormément a dit une seule fois une chose qui est vraiment une grosse... bon on ne peut pas dire bourde quand il s'agit d'Aristote, mais tout de même. Quand il dit : L'homme est un animal qui désire le savoir, c'est faux. L'homme n'est pas un animal qui désire le savoir. L'homme est un animal qui désire la croyance, qui désire la certitude d'une croyance, d'où l'emprise des religions, d'où l'emprise des idéologies politiques. Dans le mouvement ouvrier au départ, il y avait une attitude très critique. Quand vous prenez les deux premiers vers de l'internationale qui est quand même le chant de la Commune, prenez le deuxième couplet : « Il n'est pas de Sauveur suprême ni Dieu - exit la religion - ni César ni tribun » - exit Lénine ! - Mais il y a ce besoin de croyance. Aujourd'hui, en quoi sommes-nous plus sages qu'en Mai 1968 ? Je crois que peut-être le résultat, à la fois des suites de Mai et de l'évolution dans les pays de l'Est et de l'évolution en général de la société font que les gens sont devenus, je pense, beaucoup plus critiques. Ça, c'est très important. Bien sûr il y a une frange qui cherche toujours la foi. La scientologie, les sectes, ou le fondamentalisme, ça c'est dans d'autres pays, pas chez nous, pas tellement. Mais les gens sont devenus beaucoup plus critiques, beaucoup plus sceptiques. Ce qui les inhibe aussi pour agir. Périclès dans le discours aux Athéniens dit : Nous sommes les seuls chez qui la réflexion n'inhibe pas l'action. C'est admirable ! Il ajoute : Les autres, ou bien ils ne réfléchissent pas et ils sont téméraires, ils commettent des absurdités

ou bien, en réfléchissant, ils arrivent à ne rien faire parce qu'ils se disent : il y a le discours et il y a le discours contraire. Or actuellement on traverse aussi une phase d'inhibition, c'est sûr. Mais il faut comprendre, chat échaudé craint l'eau froide. Ils ont goûté tout ça, ils se disent : les grands discours et tout le reste, bof !. Effectivement, il ne faut pas de grands discours, mais il faut des discours vrais.

**D. M. - Ce qui fait la richesse de votre pensée, c'est aussi ce regard du psychanalyste sur le monde. Il n'est pas si fréquent d'avoir ainsi plusieurs éclairages. Raoul Vaneigem a publié un livre dont le titre est : « Nous qui désirons sans fin ».**

C.C. - Nous qui délirons ? Oh ça, oui ! Nous qui délirons ! (rire)

**D. M. - Qu'est-ce que vous pensez de cet irréductible désir qui fait que l'histoire continue ?**

C. C. - Mais, de toute façon il y a un irréductible désir. Enfin et encore ! (silence) Là alors, vraiment ... c'est un gros chapitre. Si vous prenez les sociétés archaïques ou les sociétés traditionnelles, il n'y a pas un irréductible désir. On ne parle pas là du désir du point de vue psychanalytique. On parle du désir tel qu'il est transformé par la socialisation. Et ces sociétés sont des sociétés de répétition. Or dans l'époque moderne, il y a une libération dans tous les sens du terme, par rapport aux contraintes de la socialisation des individus. On dit par exemple : « Tu prendras une femme dans tel clan ou dans telle famille. Tu auras une femme dans ta vie. Si tu en as deux, ou deux hommes, ce sera en cachette, ce sera une transgression. Tu auras un statut social, ce sera ça et pas autre chose ». Mais aujourd'hui on est entré dans une époque d'illimitation dans tous les domaines et c'est en ça que nous avons le désir d'infini. Or cette libération est en un sens une grande conquête. Il n'est pas question de revenir aux sociétés de répétition. Mais il faut aussi apprendre - et ça c'est un très grand thème - apprendre à s'autolimiter, individuellement et collectivement. Et la société capitaliste aujourd'hui est une société qui à mes yeux court à l'abîme à tous points de vue car c'est une société qui ne sait pas s'autolimiter. Et une société vraiment libre, une société autonome, doit savoir s'autolimiter.

**D. M. - Limiter c'est interdire. Comment interdire ?**

C. C. - Non, pas interdire au sens répressif. Mais savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer. Par exemple l'environnement. Nous vivons sur cette planète que nous sommes en train de détruire, et quand je prononce cette phrase je songe aux merveilles, je pense à la mer Egée, je pense aux montagnes enneigées, je pense à la vue du Pacifique depuis un coin d'Australie, je pense à Bali, aux Indes, à la

campagne française qu'on est en train de désertifier. Autant de merveilles en voie de démolition. Je pense que nous devrions être les jardiniers de cette planète. Il faudrait la cultiver. La cultiver comme elle est et pour elle-même. Et trouver notre vie, notre place relativement à cela. Voilà une énorme tâche. Et ça pourrait absorber une grande partie des loisirs des gens, libérés d'un travail stupide, productif, répétitif, etc... Or cela, évidemment, c'est très loin non seulement du système actuel mais de l'imagination dominante actuelle. L'imaginaire de notre époque, c'est l'imaginaire de l'expansion illimitée, c'est l'accumulation de la camelote... une télé dans chaque chambre, un micro-ordinateur dans chaque chambre, c'est ça qu'il faut détruire. Le système s'appuie sur cet imaginaire qui est là et qui fonctionne.

**D. M. - Ce dont vous parlez là, sans cesse, c'est de la liberté ?**

**C. C. - Oui.**

**D. M. - Derrière ça, il y a la liberté ?**

**C. C. - Oui.**

**D. M. - Difficile liberté ?**

**C. C. - Ah oui ! La liberté, c'est très difficile.**

**D. M. - Difficile démocratie ?**

**C. C. -** Démocratie difficile parce que liberté, et liberté difficile parce que démocratie, oui, absolument. Parce que c'est très facile de se laisser aller, l'homme est un animal paresseux, on l'a dit. Là encore je reviens à mes ancêtres, il y a une phrase merveilleuse de Thucydide : Il faut choisir se reposer ou être libre. Je crois que c'est Périclès qui dit ça aux Athéniens : Si vous voulez être libres, il faut travailler. Vous ne pouvez pas vous reposer. Vous ne pouvez pas vous asseoir devant la télé. Vous n'êtes pas libres quand vous êtes devant la télé. Vous croyez être libres en zappant comme un imbécile, vous n'êtes pas libres, c'est une fausse liberté. Ce n'est pas seulement l'âne de Buridan qui choisit entre deux tas de foin. La liberté, c'est l'activité. Et la liberté, c'est une activité qui en même temps s'autolimité, c'est-à-dire sait qu'elle peut tout faire mais qu'elle ne doit pas tout faire. C'est ça le grand problème, pour moi, de la démocratie et de l'individualisme.

**D. M. - La liberté, c'est les limites ? Philosopher, c'est établir les limites ?**

**C. C. -** Non, la liberté, c'est l'activité et l'activité qui sait poser ses propres limites. Philosopher, c'est la pensée. C'est la pensée qui sait reconnaître qu'il y a des choses que nous ne savons pas et que nous ne connaissons jamais...\_

# « NOUS SOMMES DANS L'ERE DE L'IMITATION, DU RAFISTOLAGE, DU SYNCRETISME, DU CONTRE-PLAQUE »

*Entretien accordé par C.Castoriadis à « l'Événement du jeudi » en 1997  
Propos recueillis par Isabelle GIRARD*

## **Comment expliquez-vous la sclérose de l'ensemble des sociétés occidentales ?**

Elle est la conséquence de trois facteurs. D'abord, l'amère découverte que toute réforme de la société est impossible. A un moment donné de leur histoire, les sociétés occidentales ont imaginé qu'elles parviendraient à s'amender, à s'améliorer, à s'humaniser. Ce fut un échec. Le dernier espoir - la mise en place d'un régime socialiste en Russie après la révolution de février 1917 - s'est, lui aussi, embourbé à cause du coup d'Etat bolchevique d'octobre 1917 qui a transformé l'empire des tsars en régime totalitaire. L'URSS : c'était quatre lettres et quatre mensonges. Ce n'était pas l'union, mais la subordination des autres peuples à la nation russe. Ce n'étaient pas des républiques mais des dictatures. Ce n'était pas un régime socialiste, mais un système fondé sur l'exploitation. Ce n'était même pas une organisation soviétique, car les soviets n'avaient pas de pouvoir. Cette mystification a duré une cinquantaine d'années, puis s'est effondrée sous le poids de ses contradictions. Ce monolithe granitique est soudain apparu sous son jour véritable : tissé d'horreurs, de mensonges et d'absurdités. En même temps que s'évanouissaient ces bolcheviks pour lesquels « *il n'y avait pas de forteresse imprenable* », partait en fumée la nébuleuse du « marxisme-léninisme » qui, depuis près d'un demi-siècle, avait joué le rôle d'idéologie dominante.

Aujourd'hui, que reste-t-il de cette utopie-là ? La Chine ? Elle est devenue une dictature capitaliste. La conséquence de cet échec est un énorme désenchantement qui, parallèlement, a permis un fantastique renforcement de tout l'argumentaire de la droite. « *Vous voulez changer la société ?* » demandent ses thuriféraires. « *Alors, vous aurez le goulag* », répondent-ils. « *Après tout, vous vivez dans des pays riches, en paix. De quoi vous plaignez-vous ? Ne faites rien et petit à petit, si vous votez correctement (Chirac, Balladur ou Jospin), on améliorera votre situation.* » Voilà le discours en vigueur qui nous endort, nous paralyse

et réussit à nous convaincre qu'il est déraisonnable d'imaginer qu'une société meilleure puisse être édifiée, qu'un projet collectif puisse se mettre en place.

Voilà la première raison de cette sclérose.

### **Plus d'espoir donc. Et les autres raisons ?**

Il y en a une évidente : nous avons accouché d'une envahissante société de consommation. On aurait pu penser que les pays occidentaux, après la Seconde Guerre mondiale allaient gérer correctement leur économie en acceptant une redistribution des richesses (comme le suggéraient les syndicats) et une participation des travailleurs aux progrès économiques. Pas du tout. Au contraire, nous avons assisté au développement effréné d'une société qui a réduit l'individu à l'état de consommateur. Pour ce faire, il fallait des marchés intérieurs importants. On se mit donc à faciliter l'accès aux crédits de consommation, pour satisfaire le désir, qu'on avait provoqué, d'achat de téléviseurs, d'automobiles, de vacances, de départs à la campagne, de week-ends... C'est ainsi qu'on a privatisé l'homme, ce qui est pour moi, le contraire du civisme. Il n'y a plus d'intérêt pour la *res publica*, la chose publique. Il n'y a plus que « mes » affaires qui comptent, celles de ma femme et de mes enfants. Voilà qui conditionne la léthargie ambiante.

Autre raison enfin, la mise en vigueur, en 1980, de l'une des plus grandes contre-offensives libérales de l'histoire menée conjointement par Ronald Reagan, Margaret Thatcher, et François Mitterrand qui, sans mollir, a introduit le « libéralisme » dans l'économie française au moment du fameux tournant de 1983. Il a pu imposer à la société française ce que Valéry Giscard d'Estaing n'aurait pas pu se permettre. Tout un arsenal fut déployé dans ce sens : liberté des mouvements de capitaux, mesures fiscales favorables au grand capital, possibilité de licencier. Bref, la mise en marche des outils imposés, dit-on, par la mondialisation et qui permet aux entreprises d'exercer un chantage ignoble : si vous demandez trop de choses, disent en substance les patrons, je prends mon usine et je vais m'installer en Malaisie ou ailleurs. C'est ça la réalité de la mondialisation : la délocalisation.

### **Mais peut-on faire quelque chose contre cette réalité ?**

Bien entendu. Mais les gouvernements se sont autoconvaincus qu'il n'y avait rien à faire. De leur propre initiative, ils ont abandonné les moyens dont ils disposaient pour régler l'économie : le contrôle du taux de change, des échanges extérieurs, de la demande interne... L'Etat s'est ainsi dégagé de ses obligations, pour se mettre sous la coupe des marchés financiers.

Et ceux-ci sont sans pitié : si une politique keynésienne de grands travaux est lancée, si le mot socialisme est prononcé, on sait que le franc va fiche le camp à l'étranger, qu'il sera dévalué... Est-ce que vous vous rendez compte du poids que

cela fait peser sur les salariés ? On les a conditionnés en leur disant que s'ils ne se tenaient pas tranquilles, ils iraient augmenter la file des chômeurs. Pour résumer, l'absence de perspective politique, l'installation d'un consumérisme forcené, la disparition de l'intérêt pour la chose publique font que la France et l'Europe ne bougent plus. Il n'y a plus que des attitudes électorales cyniques. On élit les moins mauvais car l'humanité moderne a du mal à se politiser, à décider de s'occuper de ses affaires collectives.

**Votre diagnostic est sévère. Vous n'auriez pas un peu de mansuétude pour un Jospin qui tente quand même de faire quelque chose ?**

Il ménage la chèvre et le chou. Il épargne les classes moyennes et les PME, sous le prétexte que ce sont les principales créatrices d'emplois, mais taxe les grosses entreprises. Il évite les mouvements sociaux. Mais n'évite sans doute pas l'évasion des capitaux. Mais quoi qu'il dise et quoi qu'on en dise, c'est toujours le grand capital qui gouverne, et la question essentielle, dans nos sociétés, reste celle du profit et non pas celle du chômage. Comme tout le monde peut le constater, chaque fois qu'une grande firme a annoncé des licenciements, les Bourses ont monté. Autrefois, on aurait considéré que c'était le signe d'une mauvaise santé de l'économie et des entreprises. Aujourd'hui, c'est le contraire. C'est la victoire des multinationales qui ont réussi à imposer une politique dont le seul objectif est l'augmentation de leurs profits.

**Cela semble vous révolter...**

Je ne pense pas que l'on puisse faire marcher d'une manière libre, égalitaire et juste le système français capitaliste, tel qu'en l'état. Je suis un révolutionnaire, favorable à des changements radicaux.

**Mais comment faire pour redonner aux gens l'espoir et le goût du combat ?**

Je n'ai pas de réponse. Je ne suis ni Jésus ni Mahomet. Tout cela s'inscrit dans un mouvement général dont les conséquences sont la crise et le délabrement des sociétés occidentales. Tous les domaines sont mutilés. Pas seulement le domaine politique. Il y a aussi la culture. Je crois que la grande création s'est arrêtée dans les années 60. Pour le reste, c'est soit une resucée de ce qui a déjà été fait, soit un phénomène commercial. Il y a encore de très bons romanciers, comme Milan Kundera, de très bons poètes comme Octavio Paz au Mexique. Mais ce n'est pas ce chaudron bouillonnant d'où sortent des génies comme Cervantès ou Palestrina. Maintenant il y a le rap. Mais c'est quoi le rap ?

## **Peut-être la culture populaire ?**

C'est ce qu'imaginait Jack Lang, quand il voulait montrer qu'il croyait au peuple. Le rap et toutes ces modes ne sont pas des phénomènes de création mais de consommation. La encore, je le répète, la culture est sinistrée. Même la philosophie.

## **Vous êtes dur avec vos collègues...**

Il y a deux catégories.

Les monstres sacrés du structuralisme - Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jacques Derrida -, avec qui je n'ai jamais été d'accord mais qui ont inventé quelque chose, essayé de faire une œuvre.

Et puis la génération des quadras, où les meilleurs, au mieux, font du travail sérieux. La philosophie, c'est comprendre et rendre compte de l'expérience humaine. Pourquoi Bach, Mozart, Debussy sont-ils de très grands musiciens et pourquoi Saint-Saens n'est qu'un petit musicien ? La philosophie, c'est comprendre l'essence de la grande oeuvre.

Aujourd'hui, nous sommes dans l'ère de l'imitation, du rafistolage, du syncretisme, du contre-plaqué. Il y a d'excellents historiens de la philosophie, mais pas de philosophes.

## **Pourquoi selon vous ?**

Sans doute que l'appât de la notoriété facile a détourné certains du droit chemin. Pour nombre d'entre eux, il n'y a rien à regretter : de toute façon, ils n'auraient pas pu faire grand-chose de mieux. Je considère que l'histoire humaine est création et que la création est, en même temps, destruction. Il y a des phases d'ascension, d'expansion, de création très dense, des explosions et puis, sans explication, le courant s'inverse ou se raréfie.

Prenez la poésie française. Il y a eu les poètes de la Pléiade. Puis il y eut Corneille, Racine. Puis, peu de choses. On a pensé que le génie français était usé et puis, miracle, il y a Chateaubriand, les romantiques, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé. Maintenant, à nouveau, on a l'impression que le langage poétique s'est tari. Tout comme la veine romanesque. Comme il était impossible de refaire Proust ou Céline, on a inventé le Nouveau Roman. Si j'étais romancier, il me semble pourtant que ça ne m'aurait pas découragé d'arriver après les grands. J'aurais essayé. C'est ce que j'ai fait avec la philosophie. Je pense que je fais de la philosophie et que ce que j'écris, c'est nouveau. Cette phrase peut paraître très prétentieuse, mais si je ne le pensais pas je cesserais d'écrire. Je ferais de l'analyse de texte ou de la biographie philosophique. Oui, je dis « je » et je le revendique.\_

# « IL NE PEUT Y AVOIR DE SOLUTION SANS CHANGEMENTS RADICAUX DANS LA SOCIÉTÉ »

*Entretien accordé par C.Castoriadis en Décembre 1995  
à « l'Événement du jeudi »*

**Vous n'avez signé aucun des deux textes qui ont circulé à propos du plan Juppé. Pourquoi ?**

Le premier (celui proposé par Esprit) approuvait le plan Juppé, en dépit de quelques réserves théoriques, et était inacceptable pour moi. Le second (connu comme « liste Bourdieu ») était imprégné de la langue de bois de la gauche traditionnelle et invoquait la « République » - laquelle ? - comme s'il y avait une solution simplement « républicaine » aux immenses problèmes posés actuellement. Un mélange d'archaïsme et de fuite.

**Comment jugez-vous alors les positions de la gauche traditionnelle face à ce mouvement social ?**

Aussi bien la gauche politique que les organisations syndicales ont encore une fois exhibé leur vide. Elles n'avaient rien à dire sur la substance des questions. Le Parti socialiste, gérant loyal du système établi, a demandé de vagues négociations. Les deux directions syndicales, C.G.T. et F.O., ont sauté dans le train du mouvement après son déclenchement, en essayant de redorer leur blason. A cet égard, rien de nouveau. Ce qui est neuf, en revanche, et très important, c'est le réveil social auquel on vient d'assister.

**Réveil ou retour des formes de lutte anciennes ?**

En surface, les revendications étaient catégorielles et le mouvement semblait se désintéresser de la situation générale de la société. Mais il était évident, à considérer les réactions des grévistes aussi bien que l'attitude de la population dans sa majorité, qu'au cours de cette lutte il y avait autre chose : un profond rejet de l'état de choses existant en général. Ce rejet, les grévistes n'ont pu l'exprimer que par des revendications particulières. Comme celles-ci, par leur nature même, ne tiennent pas compte de la situation générale, on aboutit forcément à une impasse.

**Comment expliquez-vous que les salariés du privé n'aient pas rejoint ceux du public ?**

Ils ont sympathisé, mais il y a l'énorme peur du chômage et des licenciements. L'accroissement du chômage est désormais inscrit dans la logique de la mondialisation du capitalisme, et ce ne sont pas les minuscules et ridicules mesures du gouvernement français qui vont y changer quelque chose. Il est, du reste, favorablement accueilli par les couches dirigeantes, qui, dans la phase actuelle, préfèrent l'existence d'un volant important de chômage pour « discipliner » les salariés. Mais l'essentiel est qu'une entreprise bien gérée n'a aucune raison d'investir en France, alors qu'elle peut le faire en Chine ou ailleurs pour des salaires qui représentent le vingtième ou le quarantième des salaires français et européens en général. Or, à partir du moment où les

mouvements de capitaux ont été libérés, grâce notamment, aussi, à l'Union européenne, il n'y a plus aucun frein à ce processus. A part deux ou trois exceptions on risque d'aller vers une désertification des vieux pays industrialisés - semblable, à une échelle infiniment plus vaste, à celle qui a frappé les régions minières et sidérurgiques d'Europe occidentale depuis 1960. D'autre part, les grévistes - à part les étudiants, et encore - n'ont pas su créer des formes d'auto-organisation leur permettant d'échapper au chapeautage syndical. Depuis longtemps, je parle de la privatisation des individus, de leur retrait sur la sphère privée, de leur désintérêt de la chose publique. C'est la tendance dominante des sociétés contemporaines. Elle n'est pas la seule, nous ne vivons pas encore dans une société morte, zombifiée. Les mouvements de novembre-décembre le montrent. Hommes et femmes sont encore prêts à agir pour défendre leur condition. Mais à cela s'opposent deux obstacles énormes. D'une part, les effets de la double banqueroute frauduleuse de la « gauche » communiste et socialiste : démoralisation et désorientation profondes, qui ne seront pas surmontées de sitôt. D'autre part, le fait que la survie d'un capitalisme réformé devient de plus en plus improbable. Un peu partout, le système s'attaque aux réformes partielles qu'il avait dû concéder pendant le siècle précédent, et son évolution (mondialisation sauvage sous le signe du « libéralisme ») rend de moins en moins possible le maintien de situations nationales très différentes. L'immensité, la complexité et l'interdépendance des questions qui en résultent font que les demandes partielles apparaissent comme irréalistes, qu'elles sont le plus souvent vouées à l'échec. Le découragement s'en trouve augmenté et la privatisation renforcée.

### **Vous ne pensez pas que Maastricht puisse être un facteur de progrès social ?**

Vous le savez, je suis depuis toujours un internationaliste, et comme tel aussi partisan d'une réunion des peuples européens. Mais cela n'a rien à voir avec ce qui se passe avec la Communauté européenne. Cette réunion n'aurait vraiment un sens, et ne serait par ailleurs possible d'un point de vue réaliste que si elle était d'abord politique. Or il est clair que, présentement, à peu près personne ne désire vraiment une union politique, ni les peuples ni les oligarchies dirigeantes. Face à cette réalité, on a inventé une fausse bonne idée, une astuce subalterne de technocrate, l'Union monétaire. Mais comment une union monétaire pourrait-elle fonctionner sans politique économique commune ? Et qui pourrait imposer une politique économique commune sinon une autorité politique ? En fait, c'est ce qui est en train de se passer en catimini. La volonté allemande d'hégémonie économique et politique à long terme fraye graduellement son chemin. L'Europe est en fait une zone mark depuis 1980, et cet état se consolide avec les dispositions de Maastricht. M. Trichet se vante de l'indépendance de la Banque de France - qui n'ose pas se moucher sans regarder la Bundesbank. Et celle-ci suit avec constance une politique orientée uniquement vers la « *stabilité de la valeur de la monnaie* » ; brièvement parlant, une politique déflationniste. Or, si un capitalisme peut marcher avec une inflation zéro, il ne peut le faire qu'en produisant du chômage.

### **Et quelle serait la solution, d'après vous ?**

Il ne peut y avoir de solution sans changements radicaux dans l'organisation de la société. Mais, de cela, nous pourrions parler une autre fois, si vous le voulez bien. \_

# « DIRE A VOIX HAUTE A LA SOCIETE CE QU'ILS PENSENT, MEME S'ILS SONT PEU ENTENDUS »

*Entretien accordé par C.Castoriadis à « l'Evènement du jeudi » en 1987,  
propos recueillis par Michel DE PRACONTAL*

**Le mot « avant-garde » est associé à des mouvements artistiques ou politiques. Dans un autre ordre d'idées, on parle de « recherche scientifique de pointe », de « techniques d'avant-garde ». Quels liens entre ces différentes acceptions ? Qu'est-ce qu'une avant-garde ?**

D'abord, une remarque historique : je ne pense pas que Sophocle, Shakespeare ou Bach étaient des avant-gardes de leur époque. Non pas que leurs œuvres aient fait l'unanimité : il y avait certes des querelles d'opinion, de goût, des luttes entre écoles. Mais on n'avait pas l'idée d'avant-garde. Cette idée, cette métaphore militaire d'un corps détaché à l'avant de la société qui explore le terrain et doit avoir les premiers contacts avec l'ennemi, est une invention relativement récente. Elle implique que l'histoire est et doit être « marche en avant », « progression ». Au mieux, l'idée s'appuie sur des présupposés de philosophie de l'histoire énormes. Au pire, l'idée est franchement absurde : le plus récent serait le meilleur, le plus beau, etc. C'est du reste cette dernière idée qui prévaut actuellement.

## Où et quand est née l'avant-garde ?

Les premières manifestations du phénomène ont lieu probablement en France, à la fin de la Restauration et surtout sous le second Empire : Baudelaire, avec la condamnation des *Fleurs du mal*, soi-disant pour des raisons de moralité publique, en fait plus encore pour des raisons esthétiques ; le scandale créé par *l'Olympia* de Manet ; Rimbaud, etc. Presque aussitôt cela se répand dans les autres pays européens (Wagner proclame qu'il écrit « *la musique de l'avenir* »). En Russie avant la révolution, à partir de 1900, on observe un fantastique bouillonnement dans la peinture, la sculpture, la poésie.

Entre 1860 et 1930 les grands créateurs se détachent de la société et s'opposent à elle. Ce qu'ils font est jugé subversif et (ou) incompréhensible - et eux-mêmes sont, la plupart du temps, des ennemis de l'ordre établi. C'est aussi l'époque où apparaît, comme type et non comme cas individuel, le génie incompris et l'artiste maudit. Van Gogh meurt dans le dénuement, quatre-vingts ans plus tard un de ses tableaux bat le record absolu de prix de vente d'un tableau.

## Comment expliquez-vous cette marginalisation des créateurs ?

Dans la société bourgeoise, après sa maturité, s'opère, pour la première fois dans l'histoire, que je sache, une dissociation culturelle. La bourgeoisie capitaliste perd sa créativité historique, sa culture s'enfonce dans le répétitif. Ses grands artistes sont alors les pompiers, que l'on redécouvre aujourd'hui au musée d'Orsay. La société officielle, les riches, l'Etat qui passe des commandes, n'acceptent qu'un art tout à fait conventionnel. Presque nécessairement, les créateurs authentiques sont alors des marginaux, qui ne jouissent que d'une reconnaissance tardive ou posthume.

Après 1930 et, plus encore, 1945, cette histoire se répète mais sur le mode comique : il y a une course à la novation pour la novation, mais qui se fait maintenant sous les applaudissements (et avec l'argent) du public « averti » qui a fait sien ce jugement stupide : ça doit être bon puisque c'est nouveau, ce qui vient après est forcément meilleur que ce qui venait avant. Les « révolutions » et les « subversions » qui rapportent beaucoup et vite se succèdent à un rythme accéléré. Finalement, cette course absurde vers le nouveau pour le nouveau s'épuise et se vide, et l'on aboutit - en commençant par l'architecture - au fameux « postmodernisme », proclamation ostentatoire qu'on n'a plus rien à dire, si ce n'est en recombinaison ce qui a déjà été dit. Comme le déclarait fièrement un des porte-parole du postmodernisme aux Etats-Unis, « *nous sommes enfin délivrés de la tyrannie du style* ». Aveu de stérilité - la répétition de ce qui a été déjà fait comme programme - mais aussi, déclaration d'une profonde vérité : la

« modernité » était grande et ouverte (voir les « influences » japonaises, africaines, amérindiennes sur les impressionnistes, sur Picasso, etc.). Le « post-modernisme » est plat et invertébré. Son principal mérite est d'avoir fait comprendre, par contraste, combien la période « moderne » était sublime.

En bref : l'apparition et la valeur d'une avant-garde dans l'art et la littérature a été un phénomène lié aux caractères spécifiques et transitoires d'une époque historique.

**Si l'avant-garde artistique aboutit à une impasse, n'est-ce pas l'inverse pour le domaine scientifique, ou la course à la nouveauté semble aller de pair avec le progrès des connaissances ?**

Depuis que nous sommes entrés dans le développement scientifique, d'abord avec les Grecs, ensuite avec la Renaissance, nous pensons à juste titre que ce que nous avons vu jusqu'ici n'est que provisoirement correct.

En science, il y a toujours à aller plus loin. Alors que l'idée d'aller plus loin est privée de sens dans le domaine de l'art. Personne n'ira jamais plus loin qu'Eschyle, que Beethoven, que Rimbaud. Personne n'ira jamais plus loin que *le Château* de Kafka. On pourra aller ailleurs, on pourra aller autrement, on n'ira pas plus loin. En ce sens, il existe un développement scientifique, alors qu'on ne peut pas parler de développement dans le domaine de la littérature ou des arts. Mais il faut faire attention : ce développement n'est pas une simple accumulation de connaissances s'ajoutant les unes aux autres, il est travaillé par des révolutions très importantes. Le rapport entre le nouveau qu'on trouve et ce qui était déjà admis est plus qu'étrange. Le passage de la physique de Newton à celle d'Einstein pose, du point de vue de sa signification philosophique, des questions immenses.

**Ne peut-on pas dire que la première « s'emboîte » dans la seconde ?**

Non. Les questions graves résultent précisément du non-emboîtement. Le scientifique moyen croit que Newton fournit une première approximation et Einstein une seconde, meilleure approximation. Mais il n'en est pas ainsi, il y a un problème de la compatibilité théorique (et non simplement numérique) des deux conceptions. En un sens, Newton est purement et simplement faux. En un autre sens, il ne l'est pas, il couvre en première approximation 99 % des phénomènes.

Donc, il y a de vraies révolutions scientifiques. A certains moments émergent de nouveaux grands schèmes imaginaires qui rendent mieux compte du réel que les schèmes précédents. C'est le cas avec la relativité ou avec la physique quantique.

Comment est accueillie la nouveauté ? La théorie newtonienne n'a pas été acceptée tout de suite ; en France, par exemple, les cartésiens s'y sont opposés pendant des décennies. La théorie d'Einstein, plus exactement la relativité restreinte, n'a pas soulevé de très grandes tempêtes ; on a pu dire d'elle qu'elle était d'esprit classique - et pourtant, ce n'est pas pour elle qu'Einstein a reçu le prix Nobel. La relativité générale, qui, elle, détruit totalement le cadre classique, a semblé longtemps aux physiciens une curiosité théorique sans grande portée réelle ; et encore aujourd'hui, on a l'impression qu'ils ne réalisent pas ses très profondes implications philosophiques et les apories qu'elles soulèvent. Au contraire, la théorie quantique détruisait quelque chose d'immédiatement essentiel pour la physique classique, une idée que les physiciens autant que l'esprit commun avaient eue avec le lait de leur mère : l'idée du déterminisme, la catégorie de la causalité. C'est pourquoi Einstein lui-même, Louis de Broglie, Schrodinger ne l'ont jamais admise.

Aujourd'hui, la théorie quantique est presque universellement acceptée. Tout se passe comme si l'on avait pris le pli des novations importantes. Malgré les difficultés théoriques immenses de la physique contemporaine - la situation y est proprement chaotique - les scientifiques mettent en avant les théories les plus « folles » et les discutent. On a compris que la réalité est moins « logique » au sens de notre logique familière du « deux et deux font quatre » - qu'on ne le pensait jusqu'alors. Un physicien célèbre a pu dire d'une théorie nouvelle : « *Elle n'est pas assez folle pour être vraie* ».

**Mais cette tolérance vis-à-vis de la nouveauté n'est-elle pas liée à une attitude étroitement pragmatique ? Les physiciens ne se servent-ils pas de la physique quantique sans chercher vraiment à savoir ce qu'elle signifie ?**

C'est tout à fait vrai dans le cas général. Les physiciens ont abandonné la tentative de faire sens de ce qu'ils disent, de le raccorder au monde quotidien comme aux grandes interrogations philosophiques qui sont à l'origine de la science. Ils ne se soucient même plus d'être cohérents au niveau des catégories qu'ils utilisent. Ainsi, des catégories encore plus fondamentales que la causalité, celles de la localité et de la séparabilité, sont remises en cause par la théorie quantique. On ne peut plus dire, dans tous les cas, qu'une chose est « distincte » d'une autre, ou que cette chose se trouve en un endroit précis et non pas à la fois presque partout et presque nulle part. Eh bien, les physiciens continuent tranquillement à travailler. Ils admettent qu'au niveau le plus profond - le plus profond actuellement atteint ! - les choses ne sont pas nécessairement localisables ni séparables. Qu'est-ce que cela veut dire ? Mystère. Ce désintérêt par rapport au sens et à la signification, à mon avis très grave, marque la physique contemporaine,

comme il marque l'époque en général. A long terme, cela aura peut-être des résultats critiques.

Peut-on parler d'une avant-garde scientifique ? Je ne crois pas que l'expression ait ici un sens. Certains scientifiques font un travail plus original que d'autres, mais il ne s'agit pas d'avant-garde. La distinction serait plutôt entre ceux qui travaillent aux frontières des problèmes et ceux qui continuent à labourer un champ déjà balisé de la science.

### **Qu'en est-il des avant-gardes politiques ?**

Au départ, on trouve surtout l'idéologie léniniste du Parti comme « avant-garde » de la classe ouvrière. L'idée est toujours celle de la conception vulgaire : il existe une vérité politique, en l'occurrence une idée ou théorie sur la société future et sur la voie qui y conduit, et cette vérité est déjà dans la possession d'une catégorie particulière, le Parti et ses dirigeants, en vertu de leur rapport avec la théorie révolutionnaire. Ceux-ci ont donc le devoir de guider la classe ouvrière, de la conduire à la terre promise. Lénine disait que le Parti doit être toujours à l'avant des masses, mais d'un pas seulement. Il faut comprendre ce que cela veut dire. S'il était au même niveau que les masses, il ne serait plus une avant-garde, et s'il était trois kilomètres à l'avant, il se trouverait tout à fait isolé et se casserait la figure. Il ne faut pas que le Parti s'isole des masses, donc qu'il présente tout son programme comme immédiatement réalisable. Il faut montrer aux masses que l'on adopte leurs revendications immédiates et qu'on ne veut pas les entraîner trop loin, alors qu'en fait ces revendications sont l'appât destiné à leur faire avaler toute la ligne du Parti.

### **Si l'on refuse la notion d'un parti, d'un groupe minoritaire détenant la vérité, comment penser le rôle politique de l'avant-garde ?**

Pour ma part, j'ai récusé la notion d'avant-garde depuis longtemps. Mais je reste toujours, plus que jamais, profondément convaincu que la société actuelle ne sortira pas de sa crise si elle n'opère pas, sur elle-même, une transformation radicale - en ce sens, je suis toujours un révolutionnaire. Et je pense que cette transformation ne peut être que l'œuvre de l'immense majorité des hommes et des femmes qui vivent dans cette société.

La question surgit alors : comment concevoir le rapport entre une population - française, ou anglaise, ou américaine - et ceux qui pensent - ou croient penser - un peu plus, et surtout de manière continue, les grandes questions politiques et veulent agir à partir de cette pensée ?

Ce rapport passe inévitablement par des phases tout à fait opposées. Par

exemple, dans la phase actuelle, la population se trouve dans une apathie politique totale, dans la privatisation la plus complète (c'est ce qu'on glorifie sous le titre d'individualisme). Etat rarement perturbé par des petites rides de surface (comme le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986). Si l'on considérait que tout ce qui est réel est rationnel, que ce qui se passe est ce qui doit se passer - idée proprement monstrueuse - on dirait qu'il n'y a rien à faire. Chacun vaque à ses affaires, écrit ses poèmes, achète sa vidéo, part en vacances, etc. Je crois que pendant une période comme celle-ci le rôle de ceux qui pensent la politique et qui ont une passion politique (une passion pour la chose commune) est de dire à voix haute, même s'ils sont peu entendus, à la population ce qu'ils pensent. De critiquer ce qui est, de rappeler aussi au peuple qu'il y a eu des phases dans son histoire où il a lui-même été autrement, où il a agi d'une façon historiquement créative, où il a agi comme instituant.

Supposons maintenant que soudain, alors que l'on croit que rien ne peut plus arriver, à partir d'un incident mineur, une partie de la population se mette à inventer des demandes, des revendications, des formes d'action et d'organisation. C'est exactement ce qui s'est passé en Mai 68. Un mois avant Mai cet analyste politique clairvoyant qui s'appelait Pierre Viansson-Ponté écrivait dans le Monde son fameux article « *La France s'ennuie* ». En effet, la France s'ennuyait mais personne n'aurait pu penser que la conséquence de cet ennui allait être une tentative de révolution.

Dans une phase de ce type, la véritable création historique est en train de se faire et il faut comprendre que ce qu'on a à apprendre du mouvement en cours est probablement beaucoup plus important que ce qu'on pourrait lui enseigner, à supposer qu'on puisse lui enseigner quelque chose. Par conséquent, ceux qui, auparavant, essayaient de parler ou d'agir en étant très minoritaires - « l'avant-garde » - ne peuvent plus se considérer que comme une des composantes de tout ce mouvement.

Finalement, donc, on peut dire non pas qu'un individu ou un groupe forment une « avant-garde », mais qu'ils représentent un ferment positif relativement à l'état de la masse de la société pendant une certaine période. Mais cela n'est jamais définitif. Au moment où l'histoire se remet vraiment au travail, où la société redevient instituante, ces individus ou ces groupes rentrent dans le rang ou, dans le cas le plus heureux, deviennent le porte-parole, le porte-voix du mouvement collectif. C'est un peu le rôle que Dany Cohn-Bendit a joué pendant les vingt premières journées de Mai. Mais on trouvera aussi dans l'histoire des personnes qui ont pu jouer de manière plus durable ce rôle heureux de porte-parole d'un mouvement collectif.

## **La notion de leader n'est donc pas à récuser ?**

Il est de bon ton dans la tradition gauchiste, ou de gauche de condamner (mais en paroles seulement) la notion de leader qui paraît une idée « de droite ». C'est une position hypocrite et fautive. Certains individus ont, conjoncturellement, parfois durablement, la capacité d'exprimer beaucoup mieux que d'autres ce que tous ressentent ou même d'inventer des choses dans lesquelles les autres se reconnaissent. Ce sont des leaders.

## **Comment voyez-vous le rôle des leaders dans la société actuelle ?**

Aussi longtemps que nous restons dans l'apathie, la privatisation, le pseudo-individualisme, il ne peut être question de mouvement créateur de la collectivité, et pas davantage d'un individu politiquement créateur dont le rôle ferait surgir des questions par rapport aux autres. Banalité, mais en même temps, comme la plupart des banalités, vérité profonde : une société a les leaders qu'elle mérite.

Que voit-on actuellement ? Un monsieur que je ne connais ni des lèvres ni des dents, dont je découvre l'existence un matin dans mon journal, vient en troisième ou quatrième position dans les sondages des opinions positives des Français sur les hommes dits « politiques ». Ce monsieur s'appelle François Léotard. Qui est M. Léotard ? Je ne sais pas. Qu'est-ce qu'il a fait ? Je n'en sais rien. A-t-il découvert l'Amérique, inventé un théorème mathématique, gagné le Tour de France, présenté un truc au concours Lépine, fondé une entreprise qui a réussi, escaladé l'Himalaya ? Non. A-t-il jamais eu la plus petite idée personnelle ? S'il l'a fait, il la cache soigneusement dans son journal intime ; il se garde bien de dire autre chose que les plus inoffensives banalités. Mais, d'après ce que je comprends, il a su se constituer un petit appareil (*apparat*, comme on dit à l'Est) . C'est un apparatchik qui a bien compris l'ère des médias, et réussi à persuader les hommes de la télé de le rendre télégénique. Moyennant quoi, M. Léotard est un leader politique - et un leader tout à fait approprié pour la France de 1987, précisément parce qu'il n'a pas une idée dans sa tête, une idée qui soit neuve, qui soit à lui. M. Léotard est l'expression adéquate de la France telle qu'elle est. Du point de vue hégélien, il devrait être élu président de la République en 1988. Il ne le sera pas, ce qui prouve une fois de plus, et heureusement, que l'histoire n'est pas tout à fait rationnelle.

Heureusement le peuple français n'est pas seulement ce qu'il est, comme d'ailleurs chacun de nous. C'est le propre de l'homme de ne pas être ce qu'il est et d'être ce qu'il n'est pas (Hegel, encore), il y a plus, et autre chose. Seulement, pour l'instant, ce plus, cette autre chose, dort.\_

## « L'AUTO-INSTITUTION EXPLICITE ET PERMANENTE DE LA SOCIÉTÉ PAR LA SOCIÉTÉ ENTIÈRE »

*Entretien accordé par C.Castoriadis à « La Quinzaine littéraire »  
le 1<sup>er</sup> décembre 1973, propos recueillis par Christian DESCAMPS*

*En 1948, avec une poignée de militants en rupture avec le trotskisme, C.Castoriadis et C.Lefort fondent le groupe et la revue Socialisme ou barbarie. On est en pleine guerre froide les intellectuels français collent au PC ; il n'est que de relire les textes de J.P.Sartre ou de M.Merleau-Ponty pour comprendre leur isolement. Le point de clivage essentiel entre eux et toute la gauche et l'ultra-gauche de l'époque, c'est l'analyse de l'URSS.*

**Tu refuses la notion trotskiste d'Etat ouvrier dégénéré, comme celle d'Etat bourgeois ou de capitalisme d'Etat, et tu essaies de construire, en utilisant la méthodologie marxiste, la notion d'une nouvelle classe économique-sociale : la bureaucratie.**

Le concept de bureaucratie est, comme on sait, assez ancien ; et l'idée d'une nouvelle classe, comme on le sait maintenant, avait été mise en avant par des opposants en URSS même dès les années 20 ; c'était, en un sens, une conclusion inévitable pour un marxiste dès qu'il constatait qu'exploitation et oppression étaient restaurées. Trotsky n'a guère parlé de ceux-ci ; il a toujours préféré (Naville aussi, à sa suite) se référer à un mystérieux Bruno Rizzi ; lorsque j'ai pu enfin avoir le livre de ce dernier entre les mains, il est tombé tout seul. C'est un tel amas de platitudes et d'incohérences, qu'il impose le soupçon que Trotsky s'en servait pour discrediter l'opinion contraire à la sienne.

Quant à la conception que j'ai essayé d'élaborer, l'essentiel à mes yeux est d'abord que la bureaucratie n'y est considérée ni comme un accident, ni comme couche politique parasitaire, mais comme une catégorie sociale qui a des racines profondes, aussi bien dans la production moderne que dans l'étatisation de la société et dans le mouvement ouvrier lui-même

Ensuite (et précisément de ce fait), qu'elle s'insère dans l'évolution historique du capitalisme et en procède (l'accidentel à cet égard est précisément que sa première forme pleinement achevée se réalise par la dégéné-

rescence d'une révolution prolétarienne). La bureaucratisation, à l'époque contemporaine, est un processus social total ; d'où le terme de capitalisme bureaucratique, qui englobe pays de l'Est aussi bien que pays de l'Ouest.

Quant à ceux qui parlent de capitalisme d'Etat, ils sont dans la confusion, car ils prétendent que les lois économiques du capitalisme continuent de valoir, en URSS, par exemple, ce qui est absurde, et ils laissent dans l'ombre l'aspect sociologique et politique de la question. Le terme capitalisme d'Etat ne dit rien sur la catégorie sociale au profit de laquelle le système fonctionne. La révolution doit pouvoir nommer son ennemi.

**Le problème n'est plus alors celui de la dégénérescence ; il s'agit de comprendre comment le parti bolchevique permit la révolution, mais tout autant la création d'une situation qui n'a plus rien à voir avec le socialisme.**

Il n'est pas tout à fait exact de dire que le problème n'est plus celui de la dégénérescence. Il y a eu en Russie, en 1917, une révolution et création d'organes autonomes des masses ; et il y a, au bout d'une révolution, Staline, Khrouchtchev, Brejnev, et un régime d'exploitation et d'oppression totalitaire. Comprendre ce qui s'est passé, et pourquoi, est capital ; le rôle néfaste du trotskisme est qu'il invoque des facteurs accidentels (arriération, isolement etc.) pour cacher ce qui s'est passé : en bref, l'expropriation du pouvoir embryonnaire des masses par le parti bolchevique à son propre profit. Cela renvoie à des facteurs profonds, permanents, pleins de signification pour nous et pour tous aujourd'hui. Si les masses ne comprennent pas qu'elles doivent prendre en mains la gestion de leur vie sous tous ses aspects, ou ne peuvent pas le faire (c'est à peu près la même chose), la dégénérescence de la révolution est inéluctable. En Russie, elles ont souvent essayé de le faire entre 1917 et 1921, mais elles ont trouvé sur leur chemin comme obstacle le Parti - auquel en même temps elles faisaient confiance. Or, le pouvoir du Parti, c'est déjà pratiquement le pouvoir de la bureaucratie. D'autant que tout dans le parti bolchevique - structure organisationnelle autant qu'idéologie profonde - le préparait à jouer ce rôle.

**Pourtant, tu es resté longtemps un marxiste classique.**

De 1950 à 1963, j'essaie de donner une forme rigoureuse à la substance des idées du Capital ; Je constate finalement que c'est impossible. La variable centrale du système, le taux d'exploitation, est indéterminée et indéterminable - et pour cause : elle exprime la lutte entre capitalistes et prolé-

taires qui, comme telle, est absente du *Capital* et qui, plus profondément, ne se laisse pas saisir dans et par une théorie quantifiée. La pleine transformation de la force de travail en marchandise est certes l'objectif contradictoirement visé par le capitalisme, mais dont la réalisation est radicalement impossible (elle signifierait l'écroulement immédiat du système) ; or, Marx en fait l'axiome de base de son système économique. Finalement, Marx vise effectivement à produire une science économique - ce qui est une chimère, et un rejeton de l'idéologie capitaliste. D'autre part, je n'ai jamais pu partager le tant pis pour la réalité qui est la devise inavouée des marxistes de tout acabit aujourd'hui. Ceux qui nous invitent à lire *le Capital* n'y ont probablement pas vu que Marx, lui, lisait de temps en temps les statistiques. Dès le début des années 50, il devenait clair que le fonctionnement effectif du capitalisme n'avait plus de rapport avec ce que Marx en avait pensé ; et l'expansion sans précédent du système depuis vingt-cinq ans l'a massivement confirmé.

**A partir de la réflexion sur la bureaucratie et sur la gestion collective de la production, tu commences à parler du contenu du socialisme et à étendre la critique à l'ensemble des activités humaines, vie quotidienne, culture, etc. Quelle est la logique de ce développement ?**

Lorsqu'on reprend l'analyse non pas de l'économie mais de la production capitaliste, on découvre que la contradiction fondamentale du capitalisme se trouve dans la nécessité simultanée d'exclure les ouvriers de la gestion de leur travail et de les y faire participer. Et elle conditionne une lutte constante des ouvriers non seulement pour des salaires plus élevés, mais contre l'organisation de l'entreprise contemporaine. Le même type de contradiction et de lutte se retrouve, *mutatis mutandis*, dans les autres sphères de la vie. Les exemples de la politique et de l'éducation sont évidents et immédiats. Comment pourrait-on viser à éliminer l'aliénation dans un domaine, en la laissant intacte dans les autres ? Parler de gestion collective implique un développement continu de la capacité des gens de gérer leurs affaires collectivement, qui serait impossible si l'essence et la forme oppressives de l'éducation, de la vie familiale, de la culture capitalistes étaient maintenues (ou simplement peintes en rouge). De même qu'il est absurde de penser, comme le faisait à peu près Lénine, que les ouvriers peuvent être des esclaves productifs six jours par semaine et maîtres politiques les dimanches soviétiques, de même il est absurde de croire qu'une nouvelle organisation du travail de l'économie du pouvoir serait possible sans un bouleversement profond de toutes les formes de vie sociale, pour

rait même se maintenir tant soit peu longtemps sans un tel bouleversement.

### **Usage ou abus ? Je pense à l'usage de Bachelard par Althusser.**

Usage ou abus ? Bachelard connaissait la science de son temps, et était conscient des problèmes philosophiques immenses qu'elle soulevait. Les althussériens parlent de la science comme une vieille paysanne parle de la Madone. La seule explication possible est qu'ils l'ignorent. Prise comme théorie (non pas comme bricolage), la science contemporaine est un amas de contradictions et d'aporées insolubles. L'idée de coupure épistémologique, conçue comme passage d'un état philosophique « pré-scientifique » à une scientificité essentiellement assurée et acquise, est une aberration qui remonte au matérialisme « vulgaire » du XIX<sup>ème</sup> siècle (et à Engels). J'ai écrit en 1964 que l'évolution de la physique contemporaine est comparable à un western ; aujourd'hui, l'expression me paraît faible.

**Je pense aussi à la critique pratique des valeurs établies, et de la valeur d'échange économique, que mènent actuellement de larges couches : freinage de la production, boycott, squatterisation, critique pratique des prisons et des asiles - bref, le désenfermement.**

Evidemment, le rejet de l'économie marxiste allait de pair pour moi avec la critique des formes de vie établies, et surtout de la rationalité capitaliste (essentiellement préservée dans le marxisme). Mais il y a deux éléments à ne pas oublier. D'abord il existe une antinomie brutale entre l'ensemble des phénomènes dont tu parles, et auxquels j'attribue moi aussi depuis longtemps une grande importance, et l'attitude à la fois effective, psychique et idéologique de la majorité de la population, toutes classes confondues, à l'égard des valeurs capitalistes, notamment économiques, toujours acceptées. C'est là, du reste, une tautologie ; sans cette acceptation, le système s'effondrerait. L'érosion de cette acceptation progresse, mais la privatisation aussi. D'un autre côté, il existe des utopies incohérentes : on ne peut pas évacuer purement et simplement le problème de la production, pas plus que celui de la coordination des activités collectives. On a parfois l'impression qu'on assiste actuellement à un renouveau de la mythologie du bon sauvage, de retour à des états naturels, qui sont des comportements de fuite et d'impuissance.

**Pour *Socialisme ou Barbarie*, la politique traditionnelle est morte. Activité séparée, quand elle n'est pas pure mystification, elle ne laisse**

**même pas de belles ruines. Tu penses que la critique de la spécialisation, de la hiérarchie, devrait amener les individus à réapprendre la vie collective. Cette problématique a explosé en Mai 68 - et aujourd'hui on parle beaucoup d'autogestion.**

Mai 68 a posé avec éclat l'ensemble des problèmes que nous discutons ; mais il a aussi fait apparaître les difficultés énormes que rencontre la prise en charge collective et non bureaucratisée par les hommes de leurs propres activités. En un sens Mai 68 n'est sorti du stade de la fête révolutionnaire que pour entrer dans la décomposition. Cette constatation conduit à l'interrogation, la plus grave de toutes aujourd'hui, sur le désir et la capacité des hommes de prendre en main leur propre existence sociale.

Quant à l'autogestion, il faut dire clairement que, quelles que soient les intentions de ceux qui aujourd'hui reprennent cette idée, elle devient absurdité ou mystification lorsqu'elle est séparée du reste. Une autogestion de l'usine qui ne serait qu'autogestion de l'usine ne serait même pas autogestion de l'usine. De même, il est impossible de parler sérieusement d'autogestion si la hiérarchie est maintenue ; qui dit autogestion doit dire aussi - je l'écris depuis vingt ans - égalité absolue de tous les revenus. Mais de cela, on n'entend point parler - et pour cause.

**Tu écris que la vision s'illusionne sur son propre compte lorsqu'elle se prend pour une vision, puisqu'elle est essentiellement un faire. Qu'est-ce que le « faire » ?**

Qu'est-ce qu'être ? Notre aire historique a été dominée par l'idée de pensée, elle-même interprétée comme *theoria*, contemplation d'un être donné. Marx jeune disait que le côté actif a été développé, en opposition au matérialisme, par l'idéalisme, mais de façon abstraite ; rapidement il est lui-même retombé dans l'abstraction, c'est-à-dire dans une théorisation de type traditionnel. Même dans l'opposition théorie/pratique, il reste finalement sous l'emprise aristotélicienne *theoria / praxis / poesis* qui est finalement en cause ; visiblement tributaire d'une ontologie déterminée et d'une interprétation de *l'ousia* comme substance subsistante, que l'on retrouve jusques et y compris dans ce que Marx inclut dans la « production » et ce qu'il en exclut, cette division est seconde. Il n'existe pas de *theoria* comme instance indépendante et souveraine. Il existe un faire humain créateur, un faire-être, et un mode spécifique de ce faire, le faire théorique, comportant des critères qu'en un sens il produit lui-même, et qu'il bouleverse du reste constamment.

**Tu sembles aujourd'hui penser l'histoire comme production d'un imaginaire radical qui n'est pas plus la Raison à l'œuvre (comme chez Hegel et Marx) que le simple arbitraire des structuralistes - bref, penser l'histoire sur le modèle de l'invention, comme auto-institution perpétuelle et explicite.**

Précisément, je refuse de penser l'histoire, et la société, à partir d'un modèle quel qu'il soit. Cette expression résume parfaitement toutes les impossibilités de la pensée héritée (et contemporaine). Comment ne pas voir l'absurdité qu'il y a à penser l'histoire comme discours, éducation, déchéance - ou la société comme contrat, guerre, machine, système combinatoire lorsque toutes ces entités, ces objets et ces notions ne sont que des produits de la société et de l'histoire ? On ne peut penser le social-historique qu'à partir de lui-même. Les catégories les plus élémentaires de la pensée héritée s'effondrent à son contact ; il est immédiat, par exemple, que la société ne tombe pas sous des catégories comme partie/tout, un/plusieurs, etc. sauf nominalement et à vide, comme disait précisément Aristote. Une question m'a toujours obsédé : qu'est-ce qui produit du nouveau dans l'histoire ? Je parle, bien entendu, de nouveau absolu - car à mes yeux il est clair qu'il y a dans l'histoire création *ex nihilo* (aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif). Or, cela, la pensée héritée est organiquement incapable, non pas de l'expliquer (toute tentative d'explication serait évidemment contradictoire), mais même de le prendre en considération ; elle a toujours purement et simplement refusé de le voir. Ce refus est pour elle essentiel et inévitable. Si penser n'est que *logon didonai*, rendre compte et raison, alors c'est nécessairement un ramener à - à quelque chose qui était déjà là, en fait ou en idée (donc finalement depuis un toujours intemporel, *aei*). De là l'obsession perpétuelle de l'origine - aussi bien historique que logique ou ontologique, du fondement. Mais ce qui est à penser dans l'histoire, c'est précisément ce qui ne se laisse pas ramener à - c'est le *Grundlos*, l'origination perpétuellement recommencée. Pour le penser, il n'y a ni catégories, ni langage disponibles, il faut essayer de les forger. L'histoire est donc essentiellement auto-institution de la société. Mais elle n'a été auto-institution explicite qu'à de rares moments et à certains égards seulement. Aujourd'hui le projet révolutionnaire ne peut avoir d'autre contenu que l'auto-institution explicite et permanente de la société par la société entière.\_

## « LE PROBLEME DE LA DEGENERESCENCE SERA TOUJOURS LA »

*Entretien accordé par C.Castoriadis à « Politique - Hebdo » le 14 février 1974*

**C'est à la suite d'un désaccord théorique et politique sur la nature de la société soviétique que tu as rompu avec le trotskisme pour développer ton analyse de « *La société bureaucratique* ». En quoi consiste ce désaccord ?**

Pour Trotsky, malgré l'accession au pouvoir de la bureaucratie stalinienne l'Etat russe reste un Etat ouvrier. Il invoque comme fondement de cette thèse les transformations économiques qu'avait amenées la révolution d'Octobre c'est-à-dire la nationalisation et la planification. Avant 1930 et même jusqu'en 1934 il conserve l'illusion que l'aile révolutionnaire du parti bolchevik peut reprendre le pouvoir par une simple lutte politique pacifique à l'intérieur du parti. Par la suite, Trotsky reconnaît qu'il faut une révolution violente pour déloger la bureaucratie stalinienne mais il s'entête à parler de « *révolution politique* » et non de « *révolution sociale* ». A cette époque d'ailleurs la bureaucratie n'est au pouvoir qu'en Russie et Trotsky se basant sur ce fait la traite en quelque sorte comme un accident historique. Cela se relie à son appréciation selon laquelle les partis staliniens seraient passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois, un peu de la même manière que la social-démocratie en 1914 et la IIe internationale. Il considère par exemple que les partis staliniens subordonneront toujours leur ligne à la défense de la patrie capitaliste, etc.

A cela se rattache aussi l'idée que la deuxième guerre mondiale allait trancher la question de savoir qui l'emporterait entre le capitalisme international et la révolution mondiale. Il écrit en 1940 : « *Si cette guerre se terminait sans révolution, nous devrions réviser notre conception et conclure que le nazisme d'un côté, la bureaucratie stalinienne de l'autre, esquissaient déjà les formes politiques et sociales d'une nouvelle barbarie* ».

Cette argumentation est intenable - je l'ai critiquée depuis 1945 - aussi bien du point de vue intrinsèque que par rapport à la réalité. Du point de vue intrinsèque : l'argument selon lequel la Russie est un Etat ouvrier - même dégénéré, même très dégénéré - ne peut tenir que dans la mesure où l'on considère que le capitalisme s'identifie strictement à la propriété privée (au sens étroit du terme) des moyens de production, et que la simple suppression de cette propriété privée coïncide avec la suppression du capitalisme.

Or si, sur un plan théorique, on envisage la limite du processus de concentration du capital, dont Marx disait qu'il «ne s'arrête pas avant que tous les moyens de production soient entre les mains d'un seul capitaliste ou d'un groupe de capitalistes», c'est-à-dire si l'on envisage le cas d'une concentration totale du capital - qui entraînerait évidemment une fusion ou une quasi-identification du capital avec l'Etat -, à ce moment-là cela n'a vraiment plus de sens de parler de production par un capitaliste. Il est bien évident qu'un seul capitaliste ne peut exploiter à lui tout seul toute la société. La pluralité des propriétaires privés serait abolie, mais le régime d'exploitation subsisterait. L'anarchie du marché se trouverait abolie elle aussi, puisque dans le cas de la concentration totale, les rapports entre les diverses firmes ou secteurs de la production ne seraient pas différents des rapports existant entre les ateliers d'une seule entreprise capitaliste. Ils seraient donc des rapports planifiés... Mais que serait cette planification ? Exactement ce qu'elle est dans l'usine capitaliste, c'est-à-dire une planification décidée d'en haut. Et il y aurait une couche sociale qui, sans être elle-même «propriétaire» des moyens de production, en assurerait la gestion et serait donc l'incarnation humaine et le bénéficiaire de ce régime d'exploitation : la bureaucratie dirigeante. Et précisément, une bureaucratie de ce type, sans qu'on en arrive à cette limite de la concentration totale, s'est développée et a proliféré dans les pays occidentaux depuis maintenant trois quarts de siècle. Je veux parler de la bureaucratie industrielle et étatique moderne, et non de la bureaucratie de type ancien, du vieux fonctionnariat d'Etat ou de la hiérarchie militaire.

Donc, sur ce plan, l'argumentation est intenable. Elle l'est également par rapport à la Russie.

Trotsky et les trotskistes s'entêtent à répéter que puisque la propriété est nationalisée, puisqu'il n'y a plus de propriétaires privés, la propriété est donc socialisée, c'est-à-dire que la société dispose des moyens de production. L'argument est fallacieux, et cela transparait dans ce que Trotsky lui-même disait dans *La révolution trahie* : les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat appartient en quelque sorte, dit-il, à la bureaucratie. Mais il ne tire pas la conclusion que tirerait n'importe qui : donc les moyens de production appartiennent en quelque sorte à la bureaucratie. Que veut dire ici *en quelque sorte* ? Simplement, que la bureaucratie n'exerce pas sa domination sur les moyens de production, de la même façon et par les mêmes mécanismes économiques que la bourgeoisie privée. Il y a dans l'argumentation trotskiste confusion entre la suppression formelle, juridique, de la propriété privée, et la substance réelle des rapports de production qui, en Russie, restent des rapports d'exploitation : la population y est toujours fondamentalement divisée en deux catégories - ceux qui travaillent, les exécutants et les dirigeants, la bureaucratie.

## **Comment le mouvement trotskiste a-t-il adapté son analyse à la situation créée après la deuxième guerre mondiale ?**

Après la deuxième guerre mondiale, on a assisté à une extraordinaire expansion du régime russe. Cette expansion ne s'est pas faite par annexion pure et simple d'autres pays, c'est une assimilation structurelle, une transformation du régime interne des sociétés concernées, de telle sorte qu'elles sont devenues sociologiquement identiques à la société russe.

Les trotskistes ont soutenu pendant très longtemps que l'accession au pouvoir des partis communistes dans les pays d'Europe orientale s'expliquait surtout par la présence de l'armée russe et ne changeait rien au régime social de ces pays, qui, selon eux, restaient pour l'essentiel capitalistes. Aujourd'hui, tout le monde peut constater l'identité essentielle du régime social de ces pays et du régime russe. Or, si dans ces pays les PC au pouvoir sont parvenus au bout de quelques années à installer un régime de capitalisme bureaucratique, il serait risible d'en chercher l'explication dans la seule présence de l'armée russe. Il y a là un processus d'accession au pouvoir d'une bureaucratie locale. D'ailleurs, dans plusieurs cas, une bureaucratie autochtone s'est emparée du pouvoir par ses propres moyens : en Yougoslavie, en Chine, au Nord-Viêt Nam

Ces régimes n'ont pu s'instaurer que parce que dans la société contemporaine les possibilités d'une telle évolution couvrent dans tous les pays. C'est ce que le trotskisme ne peut et ne veut pas voir. Parce qu'il s'emprisonne dans le dilemme : il n'y a que deux classes fondamentales : les capitalistes et le prolétariat. Or, ce que nous montre l'époque contemporaine, et singulièrement l'époque d'après-guerre, c'est précisément l'émergence d'une catégorie sociale nouvelle, la bureaucratie, qui, pour parler largement, prend en charge le fonctionnement du capitalisme.

En Chine par exemple, peut-on parler de révolution socialiste ? Il y a eu une transformation énorme, qui n'aurait jamais pu avoir lieu, évidemment, sans une importante participation de couches très vastes de la population. Mais la question n'est pas là. La question est : quel a été le sens de cette transformation ? Les masses ont-elles jamais pu agir de façon autonome ? Je réponds : non, elles ont toujours été tenues en laisse par le PC. La bureaucratie maoïste s'y est peut-être prise plus gentiment que la bureaucratie russe, mais jamais elle n'a cédé le contrôle effectif des affaires à qui que ce soit. Dans ces conditions, comment pourrions-nous jamais dire qu'il s'agit d'une révolution prolétarienne ? Nous avons affaire ici à un pays plongé dans une crise extrêmement profonde et extrêmement longue, où la bourgeoisie traditionnelle n'arrive pas à opérer la modernisation imposée par la situation historique mondiale. Ici comme c'est le cas pour d'autres pays sous-développés la bureaucratie n'émerge pas comme un produit organique du développement antérieur de la société. Elle émerge si je puis dire à partir de l'avenir :

à partir de l'incapacité de cette société de donner une réponse à sa crise. Elle est la couche sociale qui se forme en prenant sur ses épaules les transformations nécessaires.

C'est en ce sens que la bureaucratie chinoise a ses racines dans l'avenir, dans l'industrialisation qu'elle va effectuer, et non dans une industrialisation qui a déjà été effectuée et qui, au fur et à mesure que le capital se concentrait, suscitait l'apparition de couches gestionnaires de l'industrie.

### **Et les partis communistes qui ne sont pas au pouvoir ?**

La position trotskiste a toujours consisté à dire que les PC staliniens étaient passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois. En fait, ce n'est pas ce que nous observons.

En France, par exemple, pendant la guerre, la direction du PC ne prône la lutte «nationale» qu'après l'attaque de l'Allemagne contre la Russie. Ensuite passée une courte période de collaboration au lendemain de la guerre - collaboration qui était dictée par la politique russe de l'époque -, le PC se remet à combattre la bourgeoisie. En Grèce, en 1944, le PC stalinien a essayé de prendre le pouvoir par les armes, il a rompu la coalition avec la bourgeoisie. Dès que la guerre froide s'installe, les PC ont partout purement et simplement une attitude d'alliés de la politique extérieure russe et absolument pas d'organes de la bourgeoisie nationale. Il faut être aveugle pour continuer à soutenir que les PC nationaux jouent vis-à-vis de leur capitalisme national le même rôle que le réformisme traditionnel.

Ce qui embrouille la situation, c'est que dans la plupart des cas et la plupart du temps, ces PC sont en porte-à-faux dans leur pays. La vie du P.C.F., par exemple, depuis 1945 est un long calvaire. Parce qu'il ne peut rien faire. Il n'a de puissance que dans la mesure où il a une certaine influence sur les masses. Pour avoir cette influence, il devait mener une politique qui, d'une façon ou d'une autre, sert les intérêts des masses : or, une telle politique ne peut être que révolutionnaire. Cette politique, il ne peut l'avoir, non seulement parce qu'il n'est pas révolutionnaire, mais parce que s'il laissait une crise aiguë se développer en France, il se heurterait tout de suite à des impératifs internationaux : pour parler très sommairement, la Russie n'a pas la volonté actuellement de créer une situation de troisième guerre mondiale. Or, il est évident qu'il n'y a pas d'accession possible du PC au pouvoir en France tant que les Etats-Unis existent. Dans ces conditions, que peut faire ce pauvre Marchais ? Il peut faire le Programme commun...

La contradiction du P.C.F. est qu'il ne peut exister qu'en visant le pouvoir - et qu'actuellement et pour un long avenir, il est exclu qu'il y accède. En même temps, il ne peut rester sans rien faire.

La difficulté de la discussion et la confusion résultent de ce qu'on applique au PC des concepts qui n'ont pas de prise sur lui. On dit par exemple : « *le PC empêche la radicalisation des luttes, c'est la preuve qu'il n'est pas révolutionnaire* ». Mais s'il les radicalisait à sa façon, il n'en serait pas davantage révolutionnaire, il estimerait simplement que le moment est venu d'utiliser ces luttes pour accéder au pouvoir et instaurer sa dictature.

**Tout ceci nous amène au thème du troisième volume que tu viens de publier - et qui sera poursuivi dans le quatrième : le problème de l'organisation révolutionnaire.**

Oui, mais avant d'en venir là, il y a un chaînon qu'il faut mettre en évidence. Ce chaînon, c'est la nature du stalinisme, aussi bien en Russie que dans les PC. Il s'agit de comprendre pourquoi la révolution d'Octobre a dégénéré ...

Comment se fait-il que cette révolution, qui a commencé comme un mouvement autonome des masses ouvrières et paysannes, pendant laquelle ces masses ont créé leurs propres organes de pouvoir - soviets, comités de fabrique, etc. - se soit transformée au bout d'un certain temps en son contraire, en une dictature totalitaire appuyée sur la terreur policière ?

Qu'est-ce qui nous importe dans cette dégénérescence ? C'est que loin d'être un phénomène exceptionnel limité au cas de la révolution russe, la dégénérescence d'une révolution est une possibilité qui existera toujours. Il n'y a aucune garantie objective - par exemple aucun niveau de développement des forces productives - qui la rende impossible.

De 1917 à aujourd'hui, on entend dire : « *ah ! si seulement la révolution avait eu lieu en Allemagne !* » Mais du point de vue des forces productives, l'Allemagne de 1917 était un pays arriéré par rapport à l'Allemagne d'aujourd'hui, ou aux Etats-Unis. Alors, qu'est-ce que ça veut dire, l'arriération ? Qui connaît le niveau de développement à partir duquel la dégénérescence serait impossible ?

L'argument de l'arriération est non seulement faux, mais néfaste, car il détourné notre attention du sens véritable de la dégénérescence : à savoir le processus par lequel le pouvoir est passé des mains des masses dans les mains du parti. Très rapidement, les Soviets ont été transformés en chambres d'enregistrement ou en institutions purement décoratives du régime, sans vie autonome, sans pouvoir aucun. Trois mois après la révolution, la paix de Brest-Litovsk n'était pas décidée par les Soviets, mais par sept personnes du Bureau politique du parti bolchevik. Une foule de facteurs ont bien entendu joué dans ce processus. Mais il y en a deux qui sont politiquement pertinents pour nous aujourd'hui : l'orientation générale du parti bolchevik et la conception du socialisme qui la sous-tend ; l'idéologie du parti comme « direction ».

Dès le départ, la préoccupation centrale de Lénine et de Trotsky est d'arriver à développer au plus vite et par tous les moyens les forces productives en Russie. Parce qu'ils croient sincèrement et honnêtement que la garantie de l'évolution socialiste du régime c'est le développement des forces productives par tous les moyens et bien entendu par les plus efficaces. Et quels moyens leur semblent les plus efficaces ? Ceux qui ont fait leurs preuves : les méthodes capitalistes d'organisation de la production et de la violence. Une armée séparée du peuple : fini l'armement du prolétariat, finie la révocabilité des responsables etc. Même chose dans la production où l'on nomme d'en haut des directeurs « efficaces » : fini le contrôle ouvrier, la gestion ouvrière. Il faut voir d'ailleurs avec quel dédain, avec quel mépris Trotsky parle de l'idée d'un contrôle effectif des ouvriers sur la production. Lénine et Trotsky traitaient la question du régime dans les usines et dans les armées comme une pure et simple question de technique d'organisation.

Ce qu'ils ne voient pas, c'est que l'efficacité capitaliste est très grande - pour produire du capitalisme. Bien entendu le taylorisme est efficace si l'on veut produire une usine où il y aura d'un côté des ouvriers exploités réduits à l'état de choses, et de l'autre une bureaucratie dirigeante. Il ne peut pas y avoir d'usine taylorisée sans chronométrateurs, sans définition des normes par en haut, sans fragmentation du travail en une multitude de tâches partielles que les producteurs immédiats ne peuvent contrôler. Donc il faut que la recombinaison de ce processus fragmenté se fasse ailleurs : à la direction de l'usine. Direction qui n'est pas exercée par un homme mais par un groupe, une couche dominante.

Tout cela équivaut à croire que le socialisme n'est que du capitalisme surdéveloppé. Mais en vérité la construction du socialisme ne peut être que l'œuvre de la quasi-totalité des intéressés eux-mêmes. Ce qui ne veut pas dire simplement qu'ils doivent manier les briques et la truelle, mais qu'ils doivent décider.

**Et nous en arrivons au problème de l'organisation révolutionnaire et de son rapport aux masses : l'organisation est-elle une instance qui dirige les masses ? Ou bien ne doit-elle être qu'un instrument parmi d'autres de la lutte des masses ?**

Faisons un petit retour en arrière : pourquoi dis-je que le problème de la dégénérescence sera toujours là ? Quand on a pris pleinement la mesure de ce qui s'est passé depuis 60 ans, et notamment en Russie, on ne peut donner à l'idée de socialisme d'autre contenu que celui-ci : élimination de toutes les couches de dominateurs et gestion collective de leurs affaires par tous les membres de la société, dans tous les domaines : gestion ouvrière dans les usines, gestion des quartiers par les habitants etc. Plus, bien entendu, un réseau d'institutions assurant la coordination des activités. Cela implique que les gens aient à la fois le désir et la capacité de réaliser cette gestion.

Supposons qu'une phase révolutionnaire se développe, que les gens commencent à prendre en mains leurs affaires - parce que la révolution, c'est ça : une explosion d'activité autonome des masses. S'il apparaît alors un organisme qui tend à prendre sur lui une partie des affaires et qui, par là-même limite l'activité des autres, qu'est-ce qui va se passer ? On verra se développer une spirale de l'apathie, de la délégation des responsabilités, et finalement de la dégénérescence.

Les gens du parti qui se veulent dirigeants essaieront - en toute bonne foi, en toute sincérité - d'assumer les responsabilités. Les autres ou bien s'y opposeront et se heurteront à quelque chose qui est déjà organisé, ou bien se démettront. Au tour suivant, l'activité spontanée aura de ce fait baissé. Alors les gens du parti seront très logiquement amenés à prendre sur eux encore plus de tâches et à nommer des gens pour assumer les responsabilités : parce que la masse est défaillante, parce qu'il y a moins d'enthousiasme, moins de gens aux assemblées générales, etc. Et au troisième tour, si quelqu'un se lève dans la salle et dit : pourquoi avez-vous fait telle ou telle chose ? on lui répondra : tu n'avais qu'à être là quand on le décidait - sans ajouter que l'on a tout fait pour qu'il n'y soit pas.

Si le contenu de la révolution socialiste est la gestion collective, cela implique une intensification extraordinaire de l'activité, de l'initiative, de l'information des gens. Par exemple - je parlais tout à l'heure de capacité et de désir - leur désir de diriger leurs affaires dépendra directement du fait qu'ils peuvent vérifier que leur participation aux décisions fait une différence dans ce qui se passe dans leur vie réelle. C'est-à-dire qu'ils iront à l'assemblée générale s'ils savent que ce qui va s'y décider influera directement sur leur sort. Cela déjà implique que cette assemblée générale soit réellement l'instance de la souveraineté. Mais pour qu'ils puissent décider il faut aussi qu'ils soient informés : qu'ils puissent contrôler les sources et la distribution de l'information et que celle-ci ne soit pas entre les mains de gens qui échappent à leur contrôle. Là aussi, si quelques-uns commencent à contrôler l'information, le processus de montée se renverse et devient processus de descente. Ce qu'il y a de néfaste dans le discours léniniste en général et dans le discours trotskiste en particulier c'est qu'ils masquent le véritable problème : la lutte de la révolution contre sa propre dégénérescence, le problème de la bureaucratie.

Voilà la leçon. Elle a des conséquences considérables.

D'abord en ce qui concerne la fonction des organisations révolutionnaires : elles ne peuvent pas être des organismes de direction. Parler d'avant-garde n'a même pas de sens. Il n'y a pas d'avant-garde une fois pour toutes. A certains égards des militants politiques peuvent être provisoirement une avant-garde.

Ils se retrouvent d'ailleurs régulièrement à l'arrière-garde dès que les masses entrent en action - voir les bolcheviks en 1917. Mais ils peuvent très bien ne pas être à l'avant-garde dans d'autres domaines. Il n'y a qu'à voir l'attitude qu'ont eue

pendant très longtemps tous les mouvements de gauche, d'extrême-gauche, d'ultra-gauche, par rapport au mouvement des femmes. Ils n'étaient pas à l'arrière-garde, ils étaient à des années-lumière derrière ! Maintenant après l'amplification de ce mouvement ils ont modifié leur attitude. En paroles du moins.

Donc il n'y a pas d'avant-garde définitive. Il y a bien entendu des militants politiques qui voient ou croient voir plus clair et qui éprouvent le besoin de s'organiser collectivement. Mais ils ne peuvent à aucun moment prétendre être une avant-garde et encore moins une direction - Ils ne peuvent concevoir leur rôle que comme celui d'un instrument parmi d'autres de la lutte révolutionnaire.

Ils ne peuvent pas non plus concevoir leur organisation sur des modèles capitalistes. Or le centralisme démocratique par exemple est directement emprunté au capitalisme. Le parti fait des élections internes une fois par an. Les citoyens c'est-à-dire les militants élisent des députés - les membres du Comité central - lesquels élisent un gouvernement : le Bureau politique. Cette représentation est une séparation donc une aliénation du pouvoir politique. On critique cela quand il s'agit du parlementarisme bourgeois Mais ici les électeurs sont exactement dans la même position que les citoyens de la république capitaliste par rapport au pouvoir.

Dans la vie sociale les moyens ne sont pas neutres : il n'y a pas de taylorisme socialiste ; il n'y a pas de caporalisme socialiste ; il n'y a pas de crétinisme parlementaire socialiste. Nous ne pouvons donc absolument pas accepter ce modèle.

De quel modèle pouvons-nous nous inspirer ? De celui qui a été créé par la classe ouvrière elle-même dans les périodes révolutionnaires avec les Conseils, les Comités d'usine, les Soviets. Il ne s'agit évidemment pas de transposer mécaniquement les principes du conseil ouvrier à l'organisation des militants mais de s'en inspirer : par exemple tout responsable doit être élu et révocable à tout moment, toutes les fois où c'est matériellement possible la décision doit être prise par la collectivité elle-même ; la circulation de l'information doit être une tâche centrale de l'organisation.

D'autre part l'organisation doit concevoir d'une manière tout à fait différente ses rapports avec la classe ou le milieu auquel elle s'adresse : elle ne doit pas être là pour diriger ni pour endoctriner ; elle est là tout autant pour apprendre que pour enseigner pour aider les gens à exprimer ce qu'ils n'arrivent pas à exprimer pour diffuser ce qu'ils ont fait. Il y a des expériences - par exemple Lip - qui ont eu une résonance nationale. Mais il y en a d'autres qui ne se propagent pas qui ne peuvent être propagées que dans la mesure où des gens qui sont organisés de façon permanente pour cela s'en occupent.

Voilà dans les grandes lignes comment je conçois l'organisation révolutionnaire.\_

---

Les thèmes abordés dans ce texte sont développés dans de nombreux autres articles de C.Castoriadis. Ceux qui sont (ré)édités sont répartis en plusieurs volumes chez Seuil, d'autres paraissent en brochures. On pourra lire par exemple :

**En Brochures :** « *Autogestion et hiérarchie* » ; « *Mai 68 : la révolution anticipée* » ; « *'Socialisme' et société autonome* » ; « *Racines et logique du projet révolutionnaire* » ; « *Entretiens (1973 - 1996)* » ; « *La question de l'histoire du mouvement ouvrier* » ; « *Crise économique, sociale et politique* » ; etc...

• **Sur l'état actuel de la société :** « *Une 'démocratie' sans la participation des citoyens* », in *Une société à la dérive*, 2005 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » in *Le monde morcelé* 1990 ; « *Le délabrement de l'occident* », « *La crise des sociétés occidentales* » & « *La crise du processus identificatoire* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *L'industrie du vide* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

• **Sur la démocratie :** « *Quelle démocratie ?* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *La polis grecque et la création de la démocratie* » & « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaines de l'homme*, 1986, « *Imaginaire politique grec et moderne* » & « *La démocratie comme procédure et comme régime* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ;. « *Transformation sociale et création culturelle* » in *Une société à la dérive*, 2005 ; ...

• **Sur l'autonomie personnelle :** « *Une interrogation sans fin* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; « *Racines psychique et sociales de la haine* » & « *Psyché et éducation* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *Passion et connaissance* » in *Fait et à faire*, 1997 ; « *Psychanalyse et politique* » in *Le monde morcelé*, 1990 ; « *La psychanalyse : projet et élucidation* » in *Les carrefours du Labyrinthe*, 1978 ; ...

• **Sur la révolution :** « *Théorie et projet révolutionnaire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; « *La révolution devant les théologiens* » & « *L'idée de révolution* » in *Le monde morcelé*, 1990 ; « *Héritage et révolution* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; « *Valeur, égalité, justice, politique, ...* » in *Les carrefours du labyrinthe*, 1978 ; ...

Pour **faire connaissance** avec l'auteur, économiste, psychanalyste, philosophe et militant révolutionnaire : « *Pourquoi je ne suis plus marxiste* » in *Une société à la dérive*, 2005 ; « *Introduction* », in *La société bureaucratique*, 1979 ; « *Fait et à faire* » in *Fait et à faire*, 1997

Contact : [quentin@no-log.org](mailto:quentin@no-log.org)